

PARIS
INFRASTRUCTURE
ADVISORY



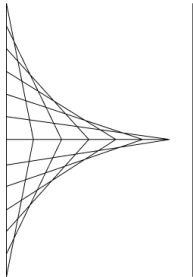
Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

GEDIA

Rapport Final post retours CRE

4 août 2025





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

Paris Infrastructure Advisory
www.Parisinfrastuctureadvisory.com
contact@parisinfrastuctureadvisory.com

Client : Commission de régulation de l'énergie

Projet : Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

Sujet : GEDIA – rapport final – post retours CRE – 04/08/2025- V3



Table des matières

Table des matières	0
I. Introduction	1
A. Contexte	1
B. Objectif et problématique	1
II. Déroulement de l'audit	3
A. Déroulement des échanges	3
B. Données récoltées	3
III. Méthodes et hypothèses	5
A. Présentation de l'opérateur	5
B. Hypothèse d'inflation.....	5
C. Données opérationnelles	6
C.1. Evolution du nombre de PCE	6
C.2. Evolution des quantités acheminées	7
C.3. Evolution de la longueur de réseau	8
IV. Analyse poste par poste (Hors AMR)	9
A.1. Evolution poste par poste de la rubrique des achats et consommations externes 10	
A.2. Evolution poste par poste de la rubrique des charges de personnel.....	34
A.3. Evolution de la rubrique des impôts et taxes	39
A.4. Evolution poste par poste de la rubrique des recettes extra-tarifaires.....	42
A.5. Evolution de la production stockée et immobilisée (PSI)	46
A.6. Evolution des coûts échoués.....	47

I. Introduction

A. Contexte

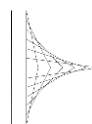
L'article L. 452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodes utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels). Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 23 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 22 autres GRD se partageant les 4 % restants.

Parmi ces 22 GRD, les neuf plus importants disposent chacun d'un tarif péréqué ATRD spécifique. Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dit « tarifs ATRD6 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2022, en application de la délibération de la CRE du 27 janvier 2022. Dans la perspective de la prochaine période de régulation (2026-2029), la CRE élabore actuellement la trajectoire tarifaire prévisionnelle de ces neuf ELDs. L'établissement des niveaux de charges à retenir doit répondre aux exigences de l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace ». L'évaluation de la CRE doit ainsi reposer sur une analyse détaillée des charges prévisionnelles de chaque opérateur, en distinguant les charges d'exploitation et les charges de capital. Il est donc essentiel pour la CRE de disposer d'une connaissance précise de la structure des coûts de ces gestionnaires de réseaux afin d'évaluer leur niveau et leur efficience, tant sur la période 2022- 2025 que sur la période à venir.

B. Objectif et problématique

Cet audit vise à fournir à la CRE la compréhension nécessaire des charges et produits d'exploitation des neuf ELDs de gaz disposant d'un tarif spécifique sur la période de régulation actuelle (données réalisées de 2022 à 2024 et estimées pour 2025), ainsi que des charges et produits d'exploitation prévisionnels présentés par les opérateurs pour la prochaine période tarifaire (2026-2029). Il permettra de, pour chaque poste de charges et produits d'exploitation de :

- Comprendre les fondamentaux sous-jacents à chaque poste de charges et produits d'exploitation (pour la période 2022-2029)
- Comprendre les hypothèses sous-jacentes à leur évolution
- Porter une appréciation sur les évolutions proposées par les opérateurs sur les exercices 2026-2029, notamment en s'appuyant sur l'analyse des niveaux de charges réalisées et estimées ainsi que sur les derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction des opérateurs.
- Porter une appréciation sur l'efficience des opérateurs sur les exercices 2022, 2023 et 2024 et sur l'amélioration de leur efficience prévue sur la période ATRD 7.
- Éventuellement, si l'analyse conclue que le niveau des charges réalisées et prévisionnelles de l'un des opérateurs n'est pas efficient, proposer un niveau de charges d'exploitation efficient pouvant être atteint par les opérateurs.



Ce document constitue le rapport final d'audit des charges nettes d'exploitation de Gédia. Il fait suite à une version pré contradictoire communiqué à Gédia et qui a fait l'objet d'échange avec ce dernier.

Sauf mention contraire les conventions suivantes seront utilisées dans ce document :

- Les charges sont présentées avec un signe positif (+)
- Les recettes sont présentées avec un signe négatif (-)
- Les montants sont présentés en € courants (retraités de l'inflation réalisée pour les trajectoires de référence ATRD 6)

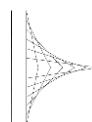
Dans les tableaux présentés dans l'analyse poste par poste, les trajectoires présentées sont les suivantes :

- **Délibéré ATRD 6** : trajectoire de charge issue de la délibération de l'ATRD 6, retraitée de l'inflation réelle (en k€ courants)
- **Réalisé-Estimé ATRD 6/ Demandé ATRD 7** : Trajectoire de charge réalisée par l'opérateur sur 2022-2024, estimée par l'opérateur sur 2025 et demandée par l'opérateur sur 2026-2029 (en k€ courants)
- **Evolution annuelle** : Evolution du réalisé/demandé entre l'année N-1 et l'année N (en %)
- **Trajectoire proposée par AEC-PIA** : Trajectoire proposée par l'auditeur sur la période 2026-2029 (en k€ courants)
- **Delta** : écart entre la trajectoire de l'opérateur et la trajectoire de l'auditeur (en %)

Dans la suite de ce rapport les encarts suivants visent à présenter les commentaires éventuels de Gédia apportés sur les ajustement proposés par PIA-AEC au stade du rapport pré contradictoire ainsi que les réponses éventuelles de l'auditeur à ces commentaires :

Commentaire de Gédia

Commentaire AEC-PIA



II. Déroulement de l'audit

A. Déroulement des échanges

L'audit a débuté par la réception du dossier tarifaire de Gédia le 16 mai 2025. Une réunion de lancement a ensuite été organisée avec l'opérateur afin de présenter les jalons de l'audit et laisser ce dernier présenter son dossier tarifaire ainsi que les enjeux identifiés pour la période tarifaire à venir. Cette réunion de lancement s'est tenue en visio le 22 mai 2025. A la suite de cet échange, une première série de questions a été envoyée à Gédia le 27 mai en version projet, et le 3 juin 2025 en version définitive. Une réunion technique a ensuite été organisée avec l'opérateur afin d'échanger sur les questions posées par l'analyse préliminaire du dossier tarifaire. Cette réunion s'est tenue en visio le 6 juin 2025. Les réponses définitives de Gédia aux questions adressées ont été réceptionnées le vendredi 13 juin 2025.

La phase d'analyse préliminaire s'est conclue par une présentation des principales analyses à la CRE lors d'une réunion qui s'est tenue le 18 juin 2025. Un rapport pré contradictoire a fait suite à cet échange et synthétise les analyse et recommandations d'ajustement. Il a été présenté à la CRE puis à l'opérateur afin de recueillir ses remarques et observations. Il a été communiqué à l'opérateur le 9 juillet 2025 et présenté à l'opérateur le 11 juillet 2025.

Suite à cet envoi, l'opérateur a pu répondre en deux parties. Il était attendu qu'il envoie de premiers éléments le 16 juillet, date à laquelle aucun élément n'a été reçu. L'opérateur devait ensuite faire un envoi définitif de ses réponses et de son contradictoire pour le 18 juillet midi.

Le présent rapport tient compte du contradictoire de l'opérateur et propose des ajustements revus selon les réponses ou justifications qu'il a pu apporter.

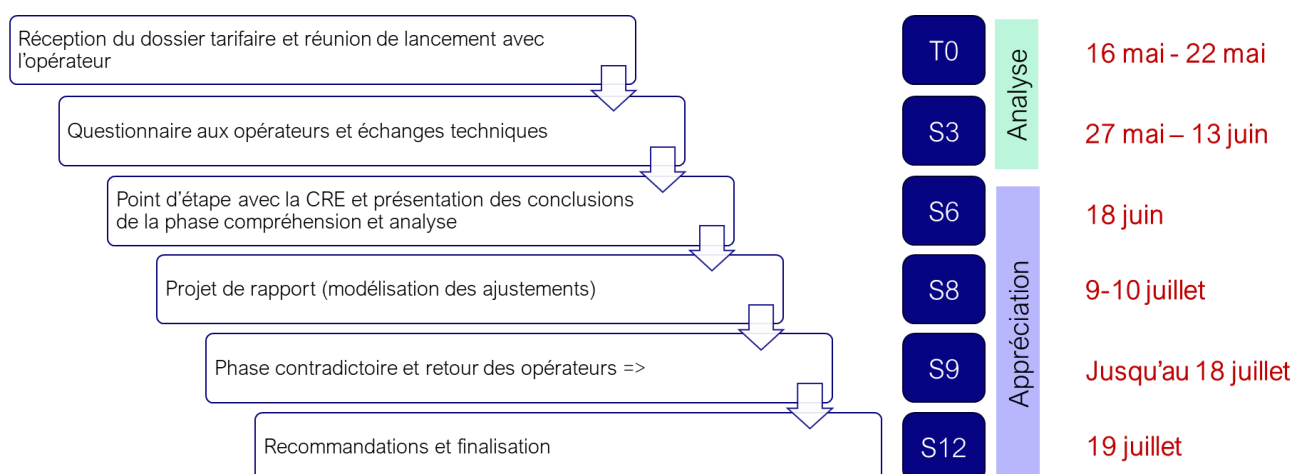
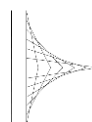


Figure 1. Déroulé de l'audit – planning initial (en bleu) et planning réel (rouge)

B. Données récoltées

PIA-AEC souligne avoir rencontré des incohérences entre les différents éléments remis par Gédia dans le cadre de la rédaction du rapport pré contradictoire. En effet et à titre d'exemple, la trajectoire globale des CNE, et les montants des sous-postes présentés dans le document



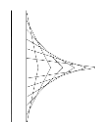
PDF « Dossier tarifaire présenté à la Commission de régulation de l'énergie » ne correspondent pas avec la Matrice Tarifaire au format Excel remise par l'ELD.

Ce rapport est établi sur la base de la Matrice Tarifaire puisqu'il s'agit du seul document qui présente le prévisionnel ATRD6, le réalisé ATRD6, et la demande tarifaire ATRD7 du Distributeur. Pour certaines trajectoires, PIA-AEC a considéré les corrections apportées par Gédia dans ses réponses aux questions, sans quoi les analyses n'auraient pas eu de sens.

Au cours des échanges avec Gédia, les éléments suivants ont été reçus (par ordre chronologique) :

- Les comptes de Gédia, au format liasse fiscale,
- Le dossier tarifaire de Gédia, au format PDF,
- Le tableau des paramètres et ratios opérationnels de Gédia pour la période tarifaire ATRD7, au format Excel,
- La matrice de trajectoire tarifaire pour Gédia, présentant le détail des OPEX et recettes analysées dans ce rapport, au format Excel,
- Les balances 2022-2023-2024 de Gédia,
- Les différents accords passés entre Gédia et ses salariés : accord d'intéressement, accord de participation, accords de branche,
- Un document présentant la dissociation comptable au sein du groupe Gédia,
- Un document de réponse aux questions techniques et financières adressées par l'Auditeur à Gédia en phase d'analyse,
- Un document de réponse contradictoire au rapport pré contradictoire adressé par l'Auditeur à Gédia avec plusieurs éléments justificatifs tels que :
 - Des factures ou devis servant à justifier le montant projeté pour la NIS2, certains fichiers au format crdownload ne pouvant être ouverts par l'Auditeur
 - Des fichiers venant justifier les montants de redevance payés et projetés.

Au stade de production du rapport final, et pour la plupart des postes visés, l'Auditeur manque toujours d'éléments venant étayer ou justifier les trajectoires ayant fait l'objet d'un ajustement lors de la phase pré contradictoire. Peu de changements ont donc été intégrés lors de la rédaction de ce rapport.



III. Méthodes et hypothèses

A. Présentation de l'opérateur

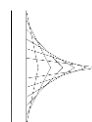
Gédia est une entreprise locale de distribution (ELD) de gaz naturel, établie depuis plus de 90 ans à Dreux. Elle assure la distribution du gaz naturel sur 23 communes, et plus principalement la ville de Dreux. Son activité publique concerne également la distribution d'électricité et plus récemment la distribution d'eau potable.

B. Hypothèse d'inflation

Dans le cadre de l'analyse des charges sur la période ATRD6, nous avons retraité les données de Gédia issues du délibéré en les ajustant sur l'inflation réellement constatée par l'INSEE, afin d'obtenir une vision actualisée et comparable des trajectoires. Conformément aux échanges avec la CRE, nous avons utilisé les taux d'inflation réalisés pour les années 2022 à 2024 (respectivement 5,34 %, 4,82 % et 1,85 %) et retenu 1,80 % pour 2025 (hypothèse PLF).

Concernant la trajectoire ATRD, les hypothèses d'inflation retenues sont les suivantes :

	2025	2026	2027	2028	2029
Inflation réalisée	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%



C. Données opérationnelles

La constitution du dossier tarifaire de Gédia est associée à la production d'hypothèses concernant l'évolution du nombre d'utilisateurs (ou PCE pour Points de Comptage et d'Estimation) par gamme tarifaire, des quantités de gaz acheminées par gamme tarifaire ainsi que l'évolution de la longueur de réseau et des quantités de biométhane injectées.

C.1. Evolution du nombre de PCE

Sur le long terme, le nombre de points de comptage et d'estimation (PCE) distribués par Gédia est stable de 2012 à 2022, atteignant un maximum de 13 492 PCE en 2017 pour une moyenne de 13 242 points de comptage sur cette période. Cette dynamique s'inverse toutefois à partir de 2023, avec une tendance de diminution. Cette tendance est projetée sur la période ATRD7, qui prévoit une baisse de 87 PCE par an pour atteindre 12 240 PCE en 2029. Cette baisse 2025-2029 correspond à une évolution de -2,8% par rapport à 2025.

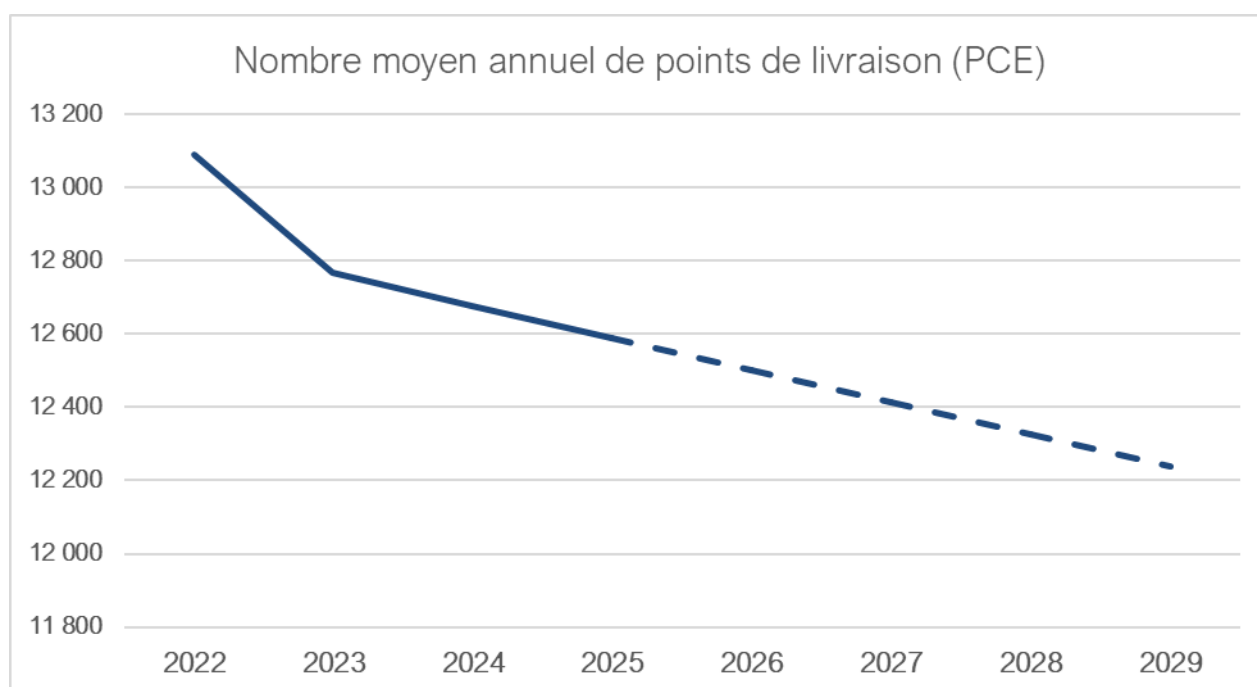
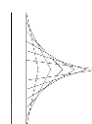


Figure 2. : Evolution du nombre de PCE



C.2. Evolution des quantités acheminées

Du côté des quantités livrées brutes, après un sommet atteint en 2020 (383 GWh), les volumes suivent une trajectoire irrégulière dans une tendance qui reste baissière. Ils s'établissent à 335 GWh en 2024. La trajectoire ATRD7 prolonge marginalement cette tendance baissière, avec une prévision de 319 GWh en 2026 et de 317 GWh en 2029. Cela représente une baisse moyenne de $-0,7$ GWh/an sur la période ATRD7, soit une diminution annuelle moyenne de $-0,2$ %/an.

Gédia remet une note justificative de cette trajectoire.

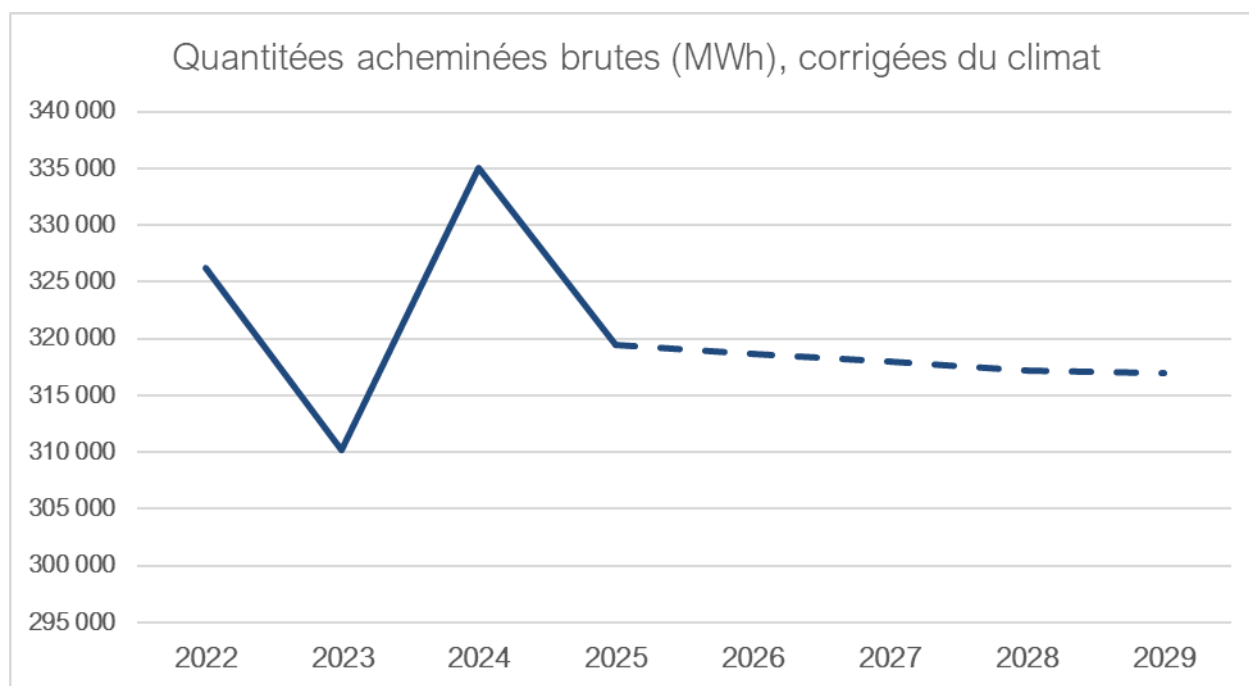
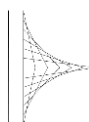


Figure 3. : Evolution des quantités gaz acheminées brutes



C.3. Evolution de la longueur de réseau

La longueur du réseau de distribution connaît une dynamique inverse, avec une progression lente mais continue au fil des années et ce depuis le début de la série de données étudiées. De 366 km de réseau en 2008, le linéaire atteint 387 km en 2018 et 394 km en 2024. La croissance projetée sur la période ATRD7 prolonge celle qui peut être observée sur la période ATRD6 avec un linéaire prévisionnel de 400 km en 2029. Cette hausse modérée représente + 1km/an ou + 0,3% en moyenne sur la période tarifaire.

Gédia explique que « La hausse très minime du kilométrage s'explique par des modifications de tracé induites par le renouvellement, quelques demandes d'extension de réseau et par des maillages de sécurisation d'acheminement que Gédia souhaite réaliser »

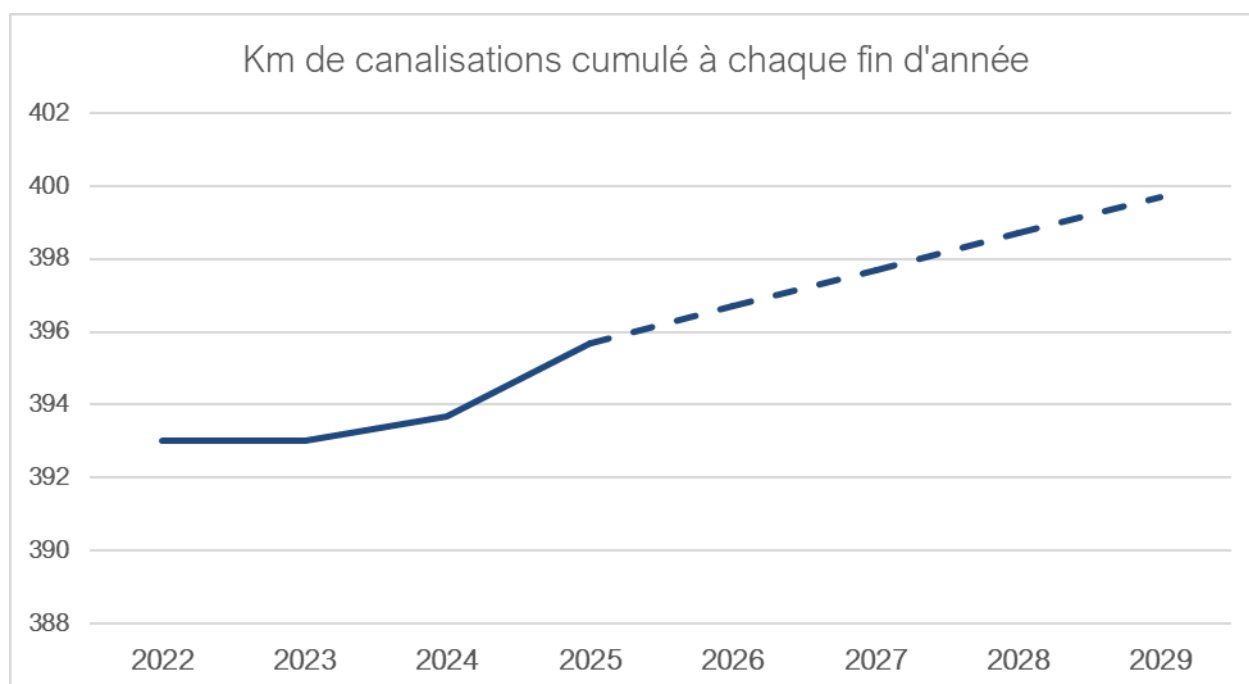
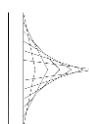


Figure 4. Evolution de la longueur de réseau (en km)



IV. Analyse poste par poste (Hors AMR)

Ce chapitre vise à détailler les analyses réalisées poste par poste concernant la demande tarifaire de Gédia et présenter les ajustement proposés par l'auditeur. La trajectoire AMR est présentée séparément en fin de ce document.

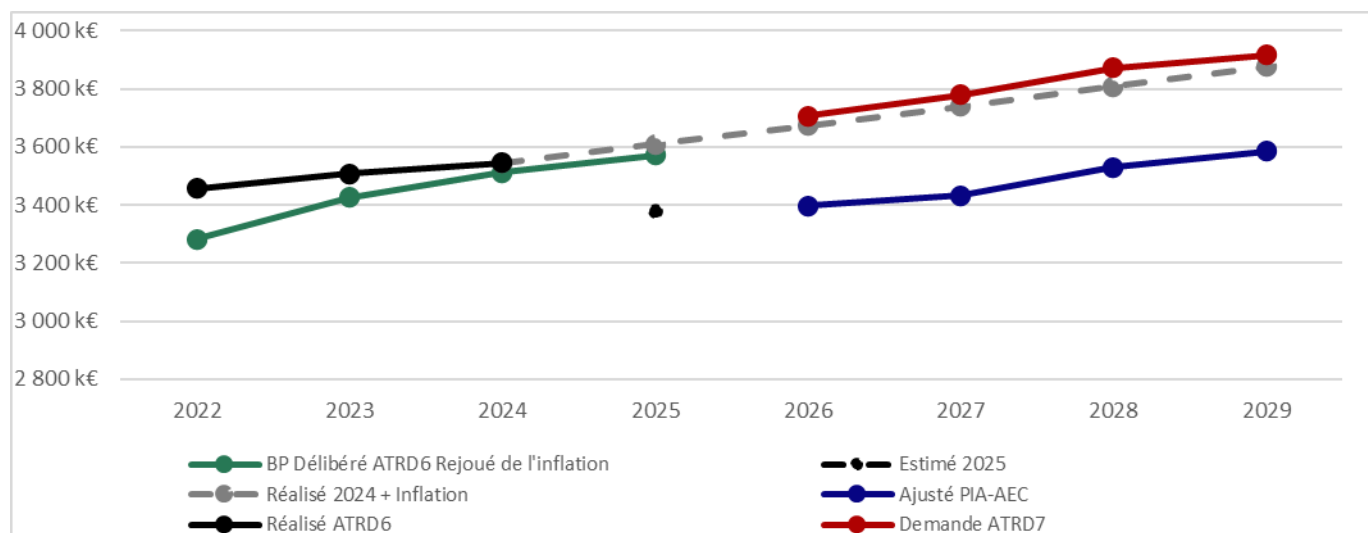
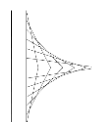


Figure 5. : Evolution des CNE - synthèse de l'analyse poste par poste

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	3 707,2 k€	3 779,0 k€	3 871,3 k€	3 916,6 k€	3 818,5 k€
Ajusté PIA-AEC	3 364,0 k€	3 371,6 k€	3 437,0 k€	3 473,2 k€	3 411,5 k€
Ecart (en valeur)	-343,2 k€	-407,4 k€	-434,2 k€	-443,4 k€	-407,0 k€
Ecart (en %age du poste)	-9,3%	-10,8%	-11,2%	-11,3%	-10,7%

Tableau 1 : Synthèse des ajustements des CNE suite à l'analyse poste par poste

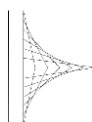


A.1. Evolution poste par poste de la rubrique des achats et consommations externes

La rubrique des « achats et consommations externes » regroupe l'ensemble des charges engagées par le gestionnaire de réseau auprès de tiers pour le bon fonctionnement de l'activité gaz péréqué. Elle comprend notamment les postes suivants :

- Les achats de matières et fournitures non stockées ;
- Les achats stockés ;
- Les services extérieurs entretien et maintenance, qui inclut les prestations de sous-traitance, de maintenance des réseaux, d'outillage, ou encore les contrats informatiques ;
- Les redevances de contrôles ;
- Les loyers ou baux ;
- Les prestations externes ;
- Les dépenses de communication ;
- Les aides commerciales (non incitées) ;
- La R&D ;
- Les assurances ;
- Les autres charges externes regroupant les dépenses non ventilables dans les postes précédents.

Chacun de ces postes fait l'objet d'une analyse détaillée *infra*, à la fois sur la base des réalisations observées sur la période ATRD6 et de la trajectoire présentée par Gédia pour la période tarifaire ATRD7.



Achats matières et fournitures non stockés

Les « fournitures non stockables » sont des biens ou services consommés immédiatement et non stockables, comme l'énergie, l'eau ou les petites fournitures.

Ce poste représente 3,4% des charges d'exploitation brutes (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

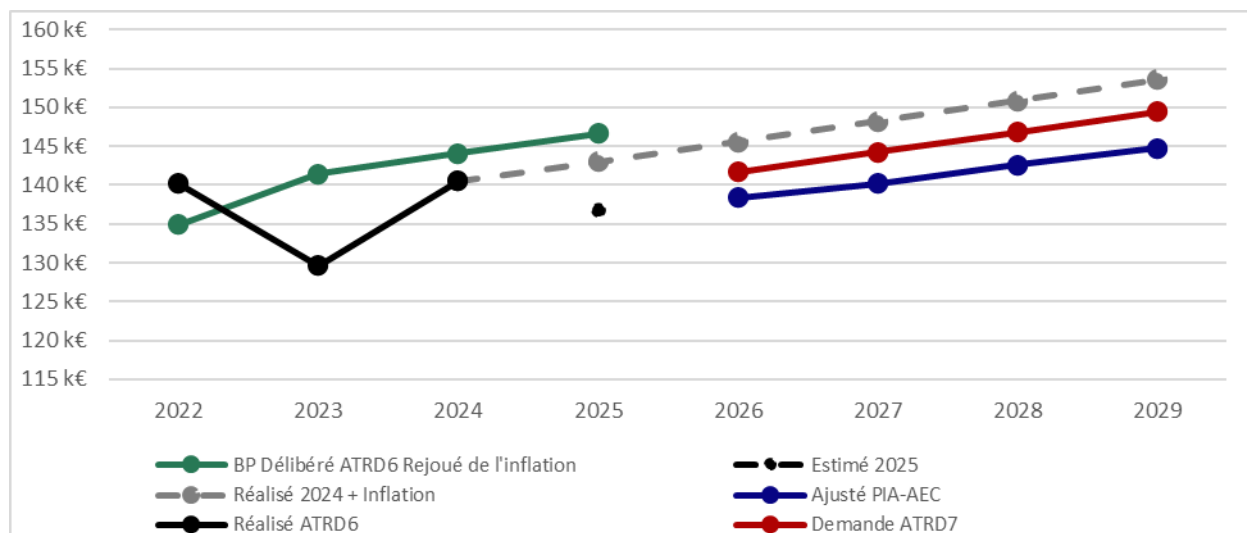


Figure 6. : Achats matières et fournitures non stockées – pré contradictoire

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

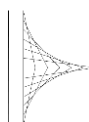
La demande ATRD 7 de Gédia correspond à la moyenne 2022-2024 inflatée.

Appréciation du niveau de la trajectoire au stade du pré contradictoire :

Ce poste représente 3,4% des charges d'exploitation. La structure de charge de ce poste est inchangée pour la période tarifaire ATRD7, et Gédia précise la structure dans ses réponses aux questions de l'auditeur :

- Electricité, gaz et eau ~[Confidentiel]
- Carburant ~ [Confidentiel]
- Fournitures d'entretien et petits équipements ~ [Confidentiel]
- Fournitures administratives ~ [Confidentiel]
- Divers ~ [Confidentiel]

Dans le cadre de l'ajustement des OPEX des ELD pour les trajectoires de la période tarifaire ATRD7, la CRE propose les évolutions suivantes pour les postes liées aux énergies :



Evolution du prix de l'électricité et du gaz (%)	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Evolution élec	1	-12%	-2%	-1%	1%	0%
Evolution gaz	1	-5%	-3%	-2%	0%	0%

Tableau 2 : Trajectoire Energies proposée par la CRE

A partir de ces trajectoires et des recommandations de la CRE il est proposé d'ajuster les projections de Gédia de la façon suivante :

- En ce qui concerne la part des charges dédiées à l'électricité et au gaz, un ajustement à partir de l'évolution du prix de l'électricité et du gaz soumis par la CRE et de la moyenne 2022-2024.
- En ce qui concerne les autres sous-postes, et compte tenu de la volatilité associée à ces derniers, un maintien de l'hypothèse d'une évolution des postes basée sur la moyenne 2022-2024 et sur l'inflation.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	141,7 k€	144,2 k€	146,8 k€	149,5 k€	145,5 k€
Ajusté PIA-AEC	138,4 k€	140,2 k€	142,6 k€	144,7 k€	141,5 k€
Ecart (en valeur)	-3,3 k€	-4,0 k€	-4,3 k€	-4,8 k€	-4,1 k€
Ecart (en %age du poste)	-2,3%	-2,8%	-2,9%	-3,2%	-2,8%

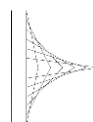
Tableau 3 : Achats et fournitures non stockées demande et proposition – stade pré contradictoire

Commentaire de Gédia à la suite du rapport pré contradictoire :

Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Aucune correction apportée à la suite du rapport pré contradictoire



Achats stockés

Les « achats stockés » sont des achats de biens destinés à être conservés en stock avant leur utilisation ultérieure dans les opérations, la maintenance ou les travaux.

Ce poste représente 6,1 % des charges d'exploitation brutes (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

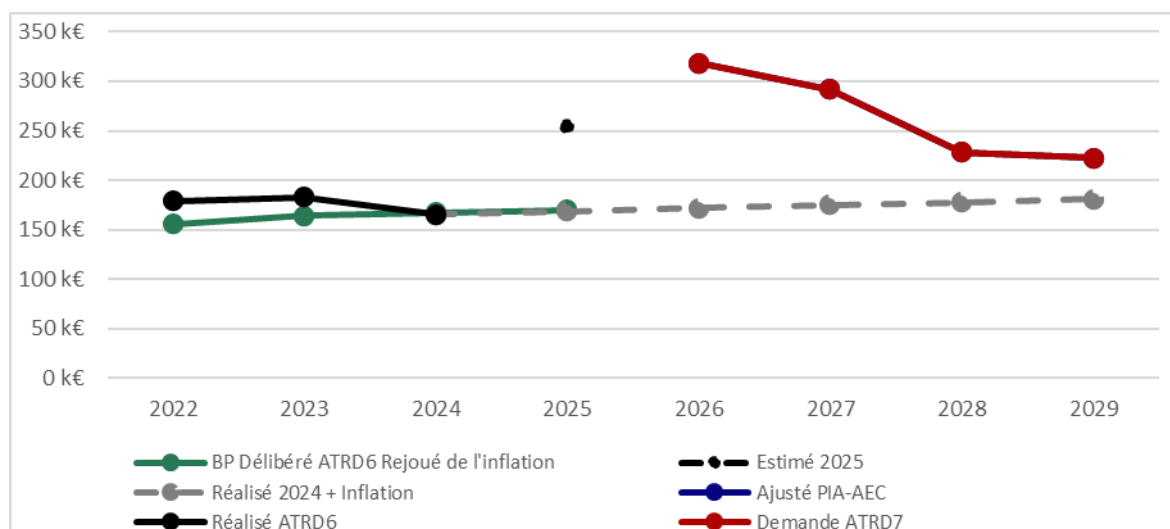


Figure 7. : Achats stockés – pré contradictoire

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Les achats stockés sont corrélés à la trajectoire d'investissement de Gédia. Ces derniers représentent 13% des investissements de Gédia.

Appréciation du niveau de la trajectoire :

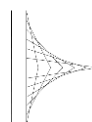
Gédia prévoit une trajectoire en forte croissance, avec une moyenne de 308 k€/an sur la période et basée strictement sur le rythme des investissements planifiés, notamment lien avec le renouvellement et la modernisation ou sécurisation du réseau.

En outre, il est important de souligner que ce poste est quasiment intégralement neutralisé par la production stockée et immobilisée (PSI).

La proposition de l'opérateur est donc retenue sans ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	318,2 k€	291,5 k€	228,0 k€	222,7 k€	265,1 k€
Ajusté PIA-AEC	318,2 k€	291,5 k€	228,0 k€	222,7 k€	265,1 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 4 : Achats stockés demande et proposition – stade pré contradictoire



Commentaire de Gédia à la suite du rapport pré contradictoire :

Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Aucune correction apportée à la suite du rapport pré contradictoire

Services extérieurs entretien et maintenance

Le poste « Services extérieurs entretien et maintenance » couvre un périmètre très large regroupant, d'une part, les prestations de sous-traitance pour l'entretien, la maintenance et le dépannage des réseaux gaz ou des postes biométhane, et d'autre part, les frais associés à la maintenance des outils numériques (SI GRD et GMAO notamment), à la supervision des unités de biométhane.

Les obligations réglementaires liées à l'intégration des contraintes NIS2 ne font pas partie de ce poste et sont intégrées à la ligne de comptabilité analytique « Loyer, Bail » analysée *infra*.

Ce poste représente 12,9 % des charges d'exploitation brutes (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

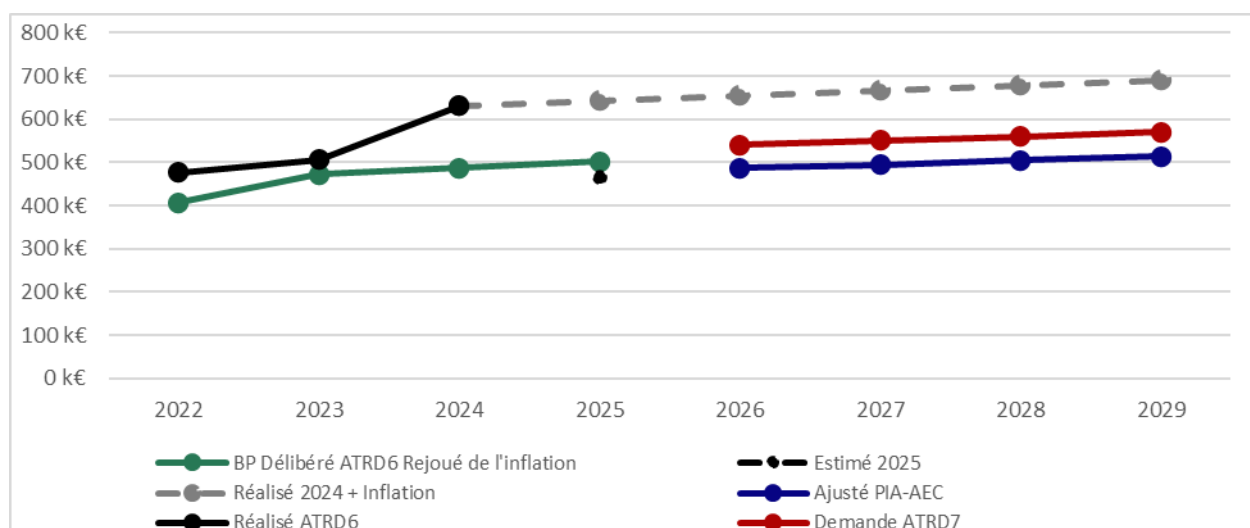
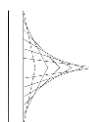


Figure 8. : Dépenses de services extérieurs entretien et maintenance – pré contradictoire



Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2025, les charges constatées progressent de 477 k€ en 2022 à 506 k€ en 2023, pour augmenter fortement à 631 k€ en 2024. Le niveau estimé 2025 s'établit à 465 k€ Cette irrégularité traduit des besoins sensiblement différents d'une année sur l'autre :

- Gédia explique qu'en ce qui concerne l'entretien du poste biométhane, en 2024, il y a eu un report de la charge 2023,
- Gédia précise également que l'entretien de réseau est directement lié aux CICM, et que cette activité s'est surtout concentrée au cours de l'année 2024 (ce qui explique la baisse entre 2024 et 2025).

Sur la période ATRD6 (2022–2024), les charges constatées ont été systématiquement supérieures aux montants initialement délibérés par la CRE, avec un écart cumulé de près de 250 k€ sur 2022-2024. Gédia n'apporte pas d'éléments qui permettraient de comprendre pourquoi le niveau *global* de ce poste ressort en sur-réalisation.

La trajectoire demandée pour l'ATRD7 présente une croissance modérée par rapport au réalisé : 540,7 k€ en 2026 pour atteindre 571 k€ en 2029. Cette trajectoire est fondée sur une application de l'inflation prévisionnelle à 1,8% à des projections poste par poste en euros constants.

Le détail de la trajectoire présentée par l'opérateur est le suivant :

Tableau 5 : Détail de la trajectoire prévisionnelle de Gédia sur le poste « services extérieurs entretien et maintenance » [confidentiel]

Appréciation du niveau de la trajectoire au stade du pré contradictoire:

[Confidentiel] La proposition de l'opérateur est donc retenue avec ces ajustements :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	540,7 k€	550,5 k€	560,4 k€	570,5 k€	555,5 k€
Ajusté PIA-AEC	525,5 k€	534,9 k€	544,5 k€	554,3 k€	539,8 k€
Ecart (en valeur)	-15,3 k€	-15,5 k€	-15,8 k€	-16,1 k€	-15,7 k€
Ecart (en %age du poste)	-2,8%	-2,8%	-2,8%	-2,8%	-2,8%

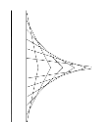
Tableau 6 : Dépenses de services extérieurs entretien et maintenance demande et proposition – stade du pré contradictoire – pré contradictoire

Commentaire de Gédia à la suite du rapport pré contradictoire :

[Confidentiel]

Gédia justifie l'augmentation du poste « Maint.info » par de nouvelles charges associées à la maintenance informatique d'un nouveau système d'infogérance dont il communique la facture.

Concernant l'augmentation de la sous-traitance générale, l'augmentation observable entre 2024 et 2025 est justifiée par l'opérateur par les charges associées à l'audit de sureté (réalisé en 2025)



ainsi que les audits de vulnérabilité réalisés par la suite, par la société [confidentiel] (dont les factures ont été communiquées par Gédia).

Tableau 7 : Détail des nouvelles charges comptabilisées par Gédia dans le sous poste «S/T Générale » [confidentiel]

[confidentiel]

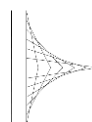
Trajectoire corrigée de l'auditeur :

[Confidentiel]

La proposition de l'opérateur est donc retenue avec ces ajustements :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	540,7 k€	550,5 k€	560,4 k€	570,5 k€	555,5 k€
Ajusté PIA-AEC	488,7 k€	497,1 k€	506,5 k€	516,0 k€	502,1 k€
Ecart (en valeur)	-52,0 k€	-53,4 k€	-53,8 k€	-54,4 k€	-53,4 k€
Ecart (en %age du poste)	-9,6%	-9,7%	-9,6%	-9,5%	-9,6%

Tableau 8 : Dépenses de services extérieurs entretien et maintenance demande et proposition finale



Redevances

[confidentiel]

Tableau 9 : Détail de la trajectoire prévisionnelle de Gédia sur le poste « Redevances »

Appréciation du niveau de la trajectoire au stade du pré contradictoire :

[Confidentiel] La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

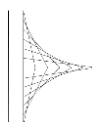
Tableau 10 : Dépenses de redevances demande et proposition – stade du pré contradictoire
[confidentiel]

Commentaire de Gédia à la suite du rapport pré contradictoire :

[Confidentiel]

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Tableau 11 : Dépenses de redevances demande et proposition finale [confidentiel]



Prestations externes

Le poste des « Prestations externes » regroupe les dépenses engagées par Gédia auprès de prestataires extérieurs pour des besoins transverses à l'exploitation directe du réseau. Il comprend notamment des prestations en intérim pour les CICM et des remplacements ponctuels.

Gédia apporte peu de détails additionnels sur les missions couvertes par ce poste.

Ce poste représente 2,9 % des charges d'exploitation brutes (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

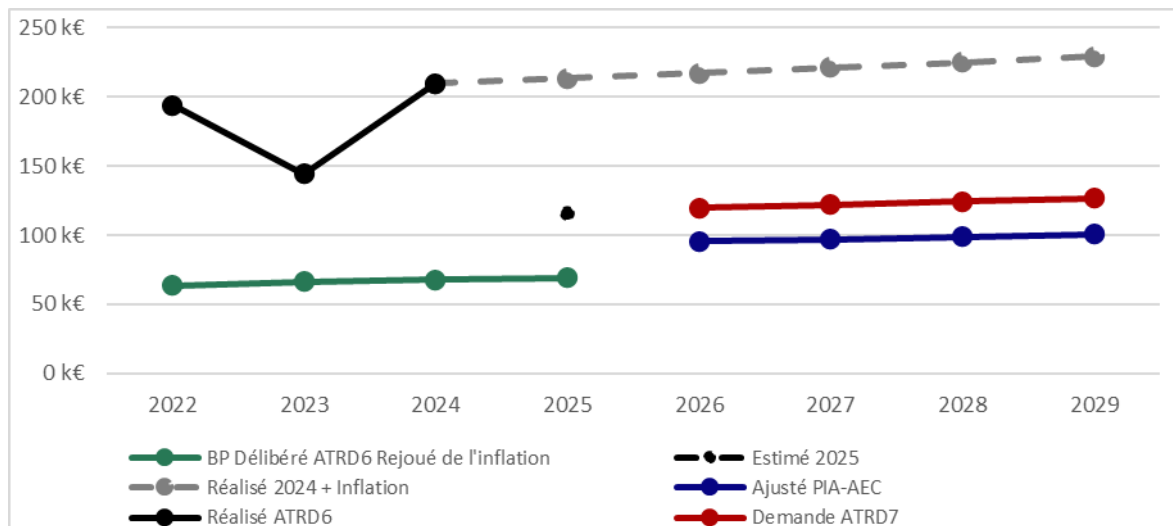


Figure 9. : Dépenses de prestations externes – stade du pré contradictoire

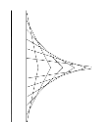
Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2025, le poste des prestations externes est marqué par une forte volatilité et une sur-réalisation notable. Gédia n'explique pas ce qui a pu entraîner de telles variations sur le réalisé de la période tarifaire ATRD6. Seuls sont évoqués des « besoins ponctuels de remplacement ».

Pour la période 2026–2029, Gédia demande une trajectoire moyenne d'environ 123 k€/an en euros 2024, soit une augmentation notable par rapport au délibéré ATRD6 joué de l'inflation.

Le seul élément de justification de Gédia avant contradictoire pour cette augmentation est le besoin d'un ETP en intérim pour les CICM pour un total de 64 k€, et un besoin en budget pour des remplacements ponctuels mais récurrents.

Après contradictoire, l'ELD explique avoir besoin de 1,8 supplémentaire pour remplacements lors d'arrêts maladie mais également lors de périodes de congés.



Appréciation du niveau de la trajectoire :

[Confidentiel] La proposition de l'opérateur est retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	119,9 k€	122,1 k€	124,3 k€	126,5 k€	123,2 k€
Ajusté PIA-AEC	95,5 k€	97,2 k€	99,0 k€	100,8 k€	98,1 k€
Ecart (en valeur)	-24,4 k€	-24,9 k€	-25,3 k€	-25,8 k€	-25,1 k€
Ecart (en %age du poste)	-20,4%	-20,4%	-20,4%	-20,4%	-20,4%

Tableau 12 : Dépenses de prestations externes demande et proposition – stade du pré contradictoire

Commentaire de Gédia à la suite du rapport pré contradictoire :

[Confidentiel]

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Dépenses de communication

Le poste « Dépenses de communication » regroupe les charges engagées par Gédia pour ses actions de communication externe liées à l'activité gaz péréqué.

Ce poste représente 0,8 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

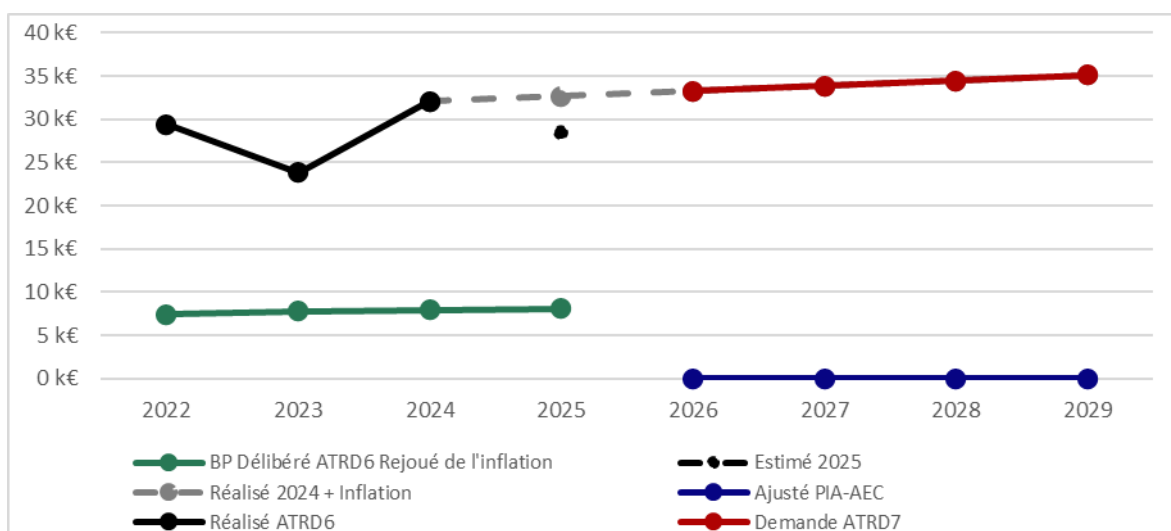
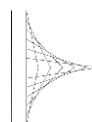


Figure 10. : Dépenses de communication – stade du pré contradictoire

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2024, les dépenses de communication de Gédia se sont maintenues à un niveau stable, autour de 30 k€ par an. Elle correspond à des communications pour des supports émis par le groupe Gédia. L'ELD Gaz justifie son souhait de faire une demande tarifaire car « le



Gaz souffre d'une image négative ou vieillissante. Il est souvent éclipsé par les énergies renouvelables électriques (éolien ou solaire) lesquelles ne sont pas toujours disponibles, alors que le gaz est disponible à tout moment. Il faut donc réaffirmer sa place légitime. » [confidentiel]

Pour la période 2026–2029, l'opérateur demande une reconduction de ces actions, en retenant une trajectoire partant de la valeur 2024 et indexée sur l'inflation, ce qui aboutit à une trajectoire comprise entre 33 k€ et 35 k€ annuels.

Appréciation du niveau de la trajectoire :

Nous rappelons la base des dispositions de la délibération ATRD7 appliquée à GRDF ci-dessous :

« Concernant le poste « Diagnostics gaz, contributions financières transition énergétique », au sein des consommations externes, la CRE a retenu un ajustement additionnel à celui de l'auditeur sur le sous-poste « Communication Transition énergétique, gaz vert et place du gaz ». En particulier, elle a ajusté les budgets relatifs à la communication de promotion du gaz.

La CRE a toutefois retenu les budgets d'animation de filière, destinés par exemple à la réalisation de webinaires techniques et réglementaires à destination des professionnels, à la sensibilisation et la formation des filières technique et agricole sur la sécurité et la qualité du gaz, ou encore à l'accompagnement de la gestion des saturations du réseau dans un contexte d'intégration des gaz verts dans les réseaux. »

Ici, Gédia justifie le budget dédié à la communication pour faire la promotion des activités liées au gaz.

Par conformité avec la délibération ATRD7, il est proposé d'ajuster la totalité de ce poste.

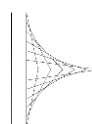
La proposition de l'opérateur est donc retraitée entièrement :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	33,3 k€	33,9 k€	34,5 k€	35,1 k€	34,2 k€
Ajusté PIA-AEC	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en valeur)	-33,3 k€	-33,9 k€	-34,5 k€	-35,1 k€	-34,2 k€
Ecart (en %age du poste)	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%

Tableau 13 : Dépenses de communication demande et proposition+ -- stade pré contradictoire

Commentaire de Gédia à la suite du rapport pré contradictoire :

Dans sa réponse contradictoire, Gédia fait valoir des opérations de communication liées à la sécurité du réseau. Il remet une facture liée à [confidentiel]



Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Cette facture ne permet toujours pas de justifier des dépenses de communication qui auraient trait à la sécurité du réseau gaz et des pratiques des usagers. Elle est également adressée à la totalité du groupe Gédia et la clé de répartition qui répercute son montant sur l'entité ELD Gaz ne permet pas de démontrer que tout ou partie du montant réimpacté l'a bien été pour l'objet Réseau Gaz. Nous maintenons la trajectoire du stade pré contradictoire.

Comme au stade pré contradictoire, par incohérence dans les différentes réponses de l'ELD, et par conformité avec la délibération ATRD7, il est proposé d'ajuster la totalité de ce poste.

La proposition de l'opérateur est donc retraitée entièrement :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	33,3 k€	33,9 k€	34,5 k€	35,1 k€	34,2 k€
Ajusté PIA-AEC	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en valeur)	-33,3 k€	-33,9 k€	-34,5 k€	-35,1 k€	-34,2 k€
Ecart (en %age du poste)	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%

Tableau 14 : Dépenses de communication demande et proposition finale

Aides commerciales

Le poste « aides commerciales » correspond aux contributions de Gédia à des opérations commerciales destinées à encourager les raccordements au réseau de gaz. Gédia explique verser des aides sous forme de réduction directement sur la facture pour un nouveau raccordement, ou pour le remplacement de chaudière ou travaux d'isolation.

Ce poste représente 0,8 % des charges d'exploitation brutes (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

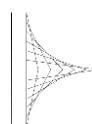
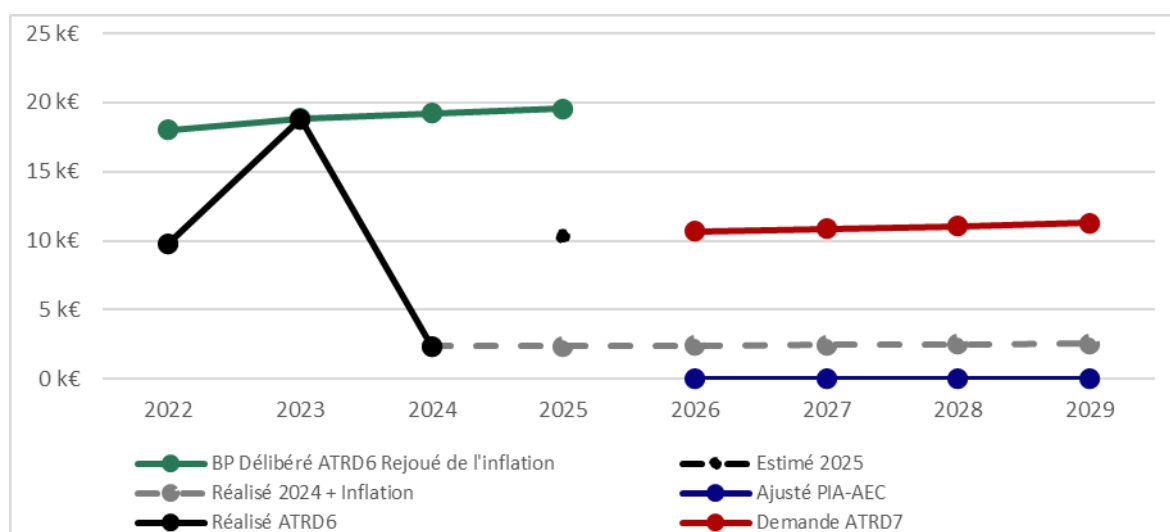


Figure 11. : Dépenses d'aides commerciales – stade du pré contradictoire

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

La politique commerciale de Gédia lui fait dédier des montants irréguliers au budget d'aides commerciales. Sur la période tarifaire ATRD6 2022-2024, le montant moyen dédié à ce poste est 10 k€, montant réutilisé pour l'estimé 2025 et la base des projections ATRD7.

Pour la période 2026–2029, Gédia projette des dépenses qui suivent la moyenne 2022-2024 à laquelle est appliquée l'inflation.

[Confidentiel] Appréciation du niveau de la trajectoire :

Dans la continuité des orientations de la CRE retenues pour le tarif ATRD7 de GRDF, aucune aide commerciale relative au développement du gaz ou au maintien des clients au gaz n'est retenue dans les budgets ATRD pour la prochaine période.

En accord avec cette recommandation, PIA-AEC propose un ajustement complet de ce poste.

La proposition de l'opérateur est donc retraitée entièrement :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	10,7 k€	10,9 k€	11,1 k€	11,3 k€	11,0 k€
Ajusté PIA-AEC	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en valeur)	-10,7 k€	-10,9 k€	-11,1 k€	-11,3 k€	-11,0 k€
Ecart (en %age du poste)	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%

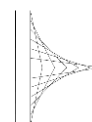
Tableau 15 : Dépenses d'aides commerciales demande et proposition

Commentaire de Gédia à la suite du rapport pré contradictoire :

Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Aucune correction apportée à la suite du rapport pré contradictoire



Impayés

Le poste « impayés » retrace les pertes sur créances irrécouvrables constatées sur les segments de clientèle régulée, plus précisément les clients du périmètre historique de fourniture. Il s'agit d'un poste non incité, intégré dans le calcul du CRCP.

Ce poste représente 0,6% des charges d'exploitation brutes (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

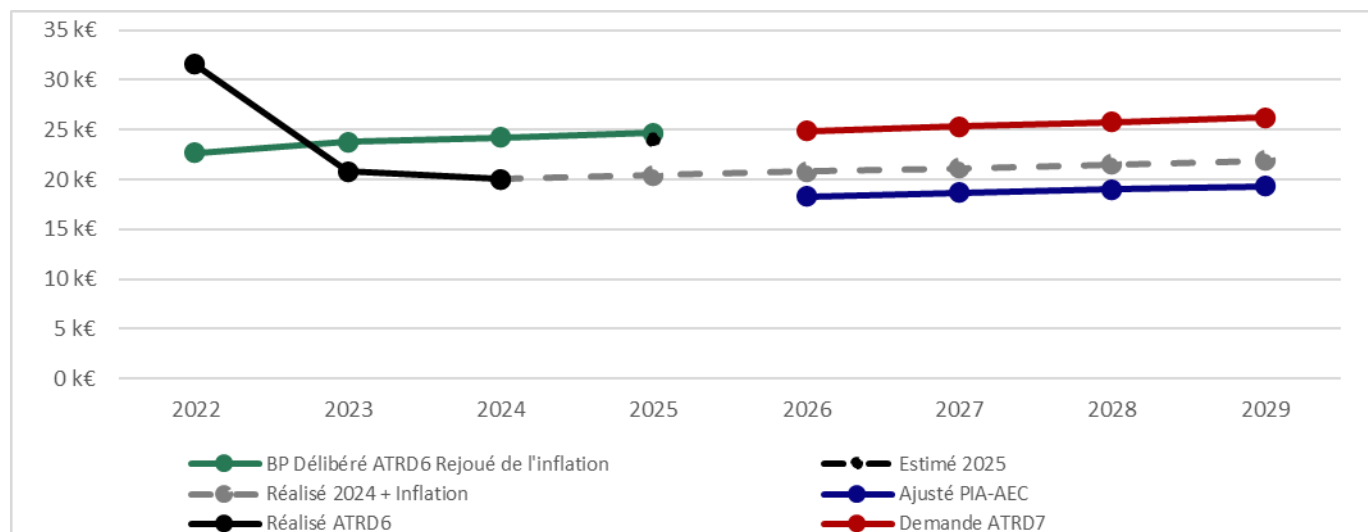


Figure 12. : Impayés – stade du pré contradictoire

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période ATRD6 (2022–2024), le réalisé reste à un niveau proche des montants prévus dans le cadre des délibérations (retraitées), avec une sur-réalisation en 2022 (32 k€ vs 23 k€ délibéré), suivie d'une légère sous-réalisation de 3 k€/an à partir de 2023.

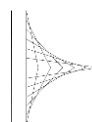
Gédia explique que les impayés sont constitués de montants comptabilisés en PNV (pertes et non-valeur) et des Provisions (dotations et reprises) pour créances douteuses. Gédia prévoit une trajectoire basée sur la moyenne du réalisé 2022-2024 (24 k€) à partir de 2025, à laquelle est appliquée l'inflation.

Appréciation du niveau de la trajectoire :

[Confidentiel] La proposition de l'opérateur est donc retenue sans ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	24,9 k€	25,3 k€	25,8 k€	26,2 k€	25,6 k€
Ajusté PIA-AEC	24,9 k€	25,3 k€	25,8 k€	26,2 k€	25,6 k€
Ecarts (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecarts (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 16 : Impayés demande et proposition – stade du pré contradictoire



Commentaire de Gédia à la suite du rapport pré contradictoire :

Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

La CRE indique que le tarif ne couvre pas les jeux de dotations/reprises de provisions mais uniquement les montants réalisés. Nous corrigeons donc la trajectoire *supra* des provisions et nous basons sur une trajectoire basée sur un montant de 18 k€₂₀₂₅ indexé de l'inflation conformément éléments de précision communiqués par Gédia à l'occasion du jeu de question/réponse pendant l'audit.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	24,9 k€	25,3 k€	25,8 k€	26,2 k€	25,6 k€
Ajusté PIA-AEC	18,3 k€	18,7 k€	19,0 k€	19,3 k€	18,8 k€
Ecart (en valeur)	-6,5 k€	-6,7 k€	-6,8 k€	-6,9 k€	-6,7 k€
Ecart (en %age du poste)	-26,3%	-26,3%	-26,3%	-26,3%	-26,3%

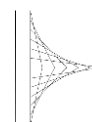
Tableau 17 : Impayés demande et proposition finale

Loyers, crédit-bail et charges locatives

Le poste « loyers, crédit-bail et charges locatives » intègre les charges associées à des locations de matériels techniques et de matériels support jusqu'en 2024, année à partir de laquelle Gédia choisit de comptabiliser également sur cette ligne des charges pour abonnements et maintenance de logiciels métiers (support et technique – SIG et géolocalisation) et à la maintenance de sécurité (infogérance, sauvegarde).

Ainsi, à partir de 2024, les charges liées à la directive NIS2 sont intégrées à ce poste.

Ce poste représente 5,5% des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).



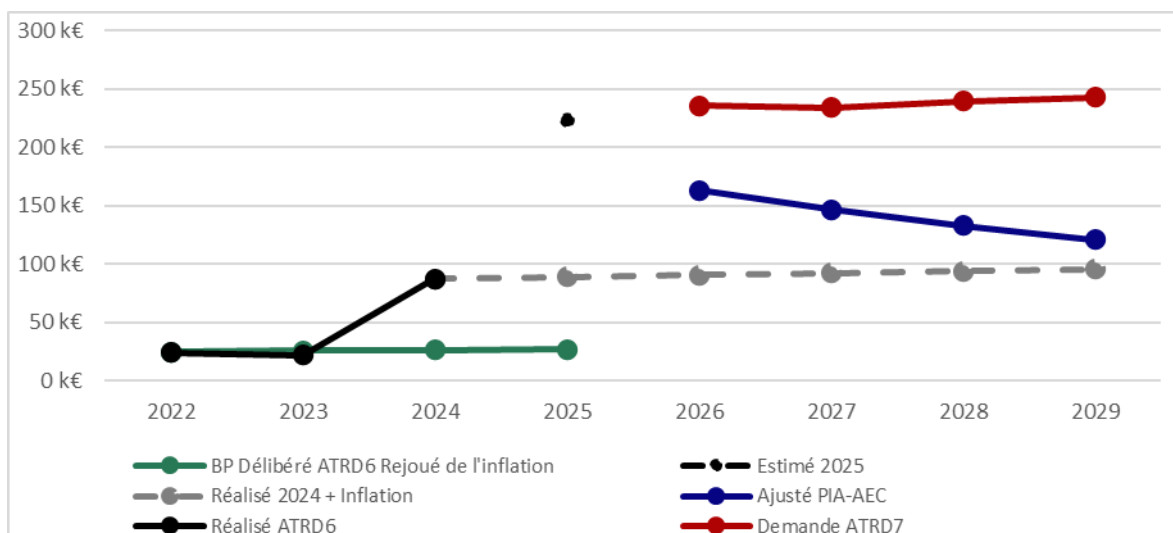


Figure 13. : Loyers, crédit-bail et charges locatives

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2024, les charges constatées sur ce poste élargi à partir de 2024 évoluent de 24,1 à 87,4 k€. Même sans l'effet d'ajout des charges liées à la NIS2, le détail analytique remis par Gédia montre que les matériels supports (44 k€) et les matériels techniques (20 k€) dépassent (64 k€) le BP délibéré rejoué de l'inflation en 2024 (26,2 k€). Ce surplus de charge est justifié par Gédia par des dépenses liées à l'infogérance de ses serveurs ainsi qu'à des dépenses de cybersécurité (pour un total de 32 k€).

Dans sa demande ATRD7, Gédia projette une trajectoire en très forte croissance par rapport à 2024 et en augmentation par rapport à l'estimé 2025 [confidentiel]

Au global, la trajectoire estimée pour ce poste de charge par Gédia se décompose comme suit :

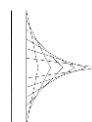
Tableau 18 : Détail trajectoire de charge « Loyers » [confidentiel]

Appréciation du niveau de la trajectoire au stade du pré contradictoire :

[Confidentiel] La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	235,7 k€	234,3 k€	239,8 k€	242,8 k€	238,1 k€
Ajusté PIA-AEC	185,6 k€	189,0 k€	192,4 k€	195,8 k€	190,7 k€
Ecart (en valeur)	-50,1 k€	-45,3 k€	-47,4 k€	-46,9 k€	-47,4 k€
Ecart (en %age du poste)	-21,3%	-19,3%	-19,8%	-19,3%	-19,9%

Tableau 19 : Loyers, crédit bail et charges locatives demande et proposition – stade pré contradictoire



Commentaire de Gédia à la suite du pré contradictoire :

[Confidentiel]

Tableau 20 : Détail surcout NIS2 communiqué par Gédia [confidentiel]

Tableau 21 : Détail des factures communiquées par Gédia pour justifier le surcout associé à la directive NIS 2 [confidentiel]

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

[Confidentiel]

Concernant le poste NIS2, il est donc proposé au stade du rapport final de
[confidentiel] [Confidentiel]

La proposition de l'opérateur est ajustée de la façon suivante :

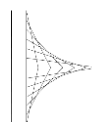
k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	235,7 k€	234,3 k€	239,8 k€	242,8 k€	238,1 k€
Ajusté PIA-AEC	164,9 k€	148,6 k€	134,6 k€	122,6 k€	142,7 k€
Ecart (en valeur)	-70,8 k€	-85,6 k€	-105,2 k€	-120,2 k€	-95,4 k€
Ecart (en %age du poste)	-30,0%	-36,6%	-43,9%	-49,5%	-40,1%

Tableau 22 : Loyers, crédit-bail et charges locatives demande et proposition finale

Frais de recherche, de développement et d'innovation

Le poste « frais de recherche, de développement et d'innovation » intègre les charges pour des projets de recherche et développement portés par Gédia.

Ce poste représente 0,6% des charges d'exploitation brutes (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).



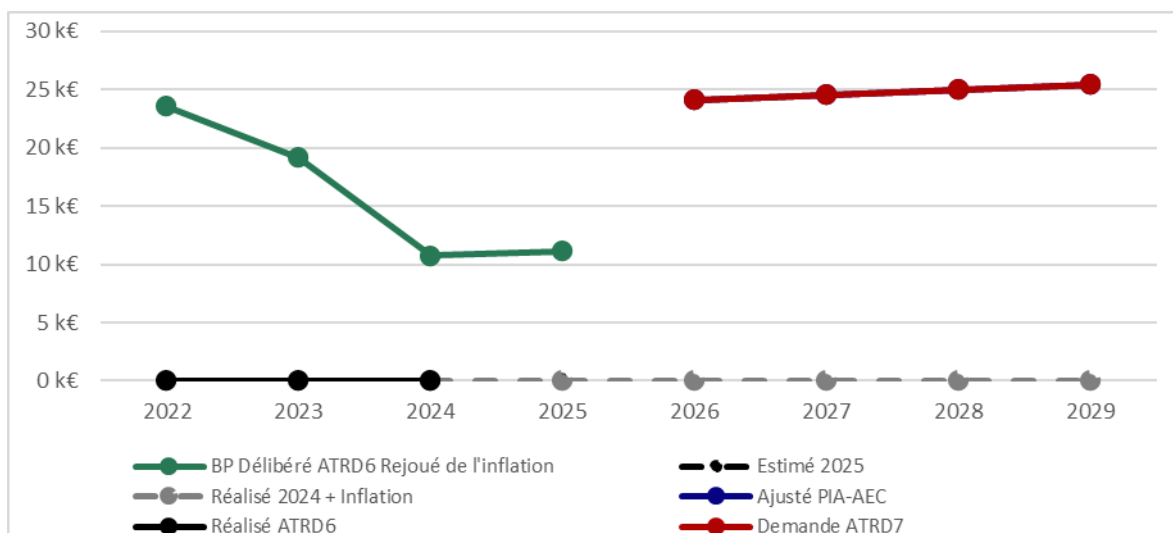


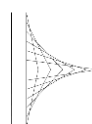
Figure 14. : Frais de recherche, de développement et d'innovation

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

La trajectoire réalisée par Gédia fait état de dépenses nulles pour la R&D sur la période tarifaire ATRD6, là où le délibéré avait validé un niveau de dépenses moyen de l'ordre de 16 k€ annuels.

Dans ce contexte, la demande de l'opérateur de développer plusieurs projets de R&D sur la période tarifaire ATRD7 interroge. Gédia souhaite développer deux projets de R&D pour des dépenses de 25 k€ en moyenne entre 2026 et 2029

L'ELD ne précise pas les modalités d'évaluation de ces postes.



Appréciation du niveau de la trajectoire au stade du pré contradictoire

La délibération tarifaire de la CRE pour ATRD7 fait état des orientations suivantes que la CRE souhaite voir appliquées dans la trajectoire tarifaire des ELD :

« La CRE considère qu'il est important de retenir les projets contribuant à renforcer la sécurité, la durabilité et l'efficacité du réseau de distribution. Par conséquent, elle favorise la couverture des initiatives portant sur l'intégrité, la sécurité d'exploitation et de maintenance du réseau, ainsi que sur la prévention des accidents. La CRE considère également crucial que GRDF puisse assurer ses missions tout en optimisant les infrastructures afin de réduire les coûts d'injection des gaz renouvelables ou bas-carbone et en maîtrisant les impacts des gaz verts sur le réseau.

Par rapport à la consultation publique, la CRE réintègre donc intégralement le budget associé à l'optimisation de l'injection du biométhane conformément au registre de capacités, ainsi que le budget associé au développement de solutions pour organiser la complémentarité des énergies, car ils s'apparentent directement à l'amélioration de l'injection de gaz bas-carbone et renouvelable dans les réseaux et au développement d'une exploitation dynamique des réseaux de distribution.

En revanche, la CRE ne retient pas les dépenses liées au soutien à la production de gaz verts et aux projets d'hydrogène pur, considérant que ces activités dépassent le périmètre d'activité régulé d'un gestionnaire de réseaux. Par ailleurs, certaines dépenses non justifiées ou dont l'avancement a dépassé le stade de la R&D ne sont pas incluses dans la trajectoire tarifaire. »

[confidentiel]

La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	24,1 k€	24,5 k€	25,0 k€	25,4 k€	24,8 k€
Ajusté PIA-AEC	6,0 k€	7,0 k€	7,0 k€	7,0 k€	6,8 k€
Ecart (en valeur)	-18,1 k€	-17,5 k€	-18,0 k€	-18,4 k€	-18,0 k€
Ecart (en %age du poste)	-75,1%	-71,5%	-72,0%	-72,5%	-72,7%

Tableau 23 : Frais de recherche demande et proposition – stade pré contradictoire

Commentaire de Gédia au stade du pré contradictoire

[Confidentiel] »

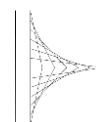
Trajectoire corrigée de l'auditeur

[Confidentiel] .

La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	24,1 k€	24,5 k€	25,0 k€	25,4 k€	24,8 k€
Ajusté PIA-AEC	24,1 k€	24,5 k€	25,0 k€	25,4 k€	24,8 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 24 : Frais de recherche et développement demande et proposition finale



Autres charges externes (hors impayés)

[Confidentiel] Ce poste représente 7,3% des charges d'exploitation brutes (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

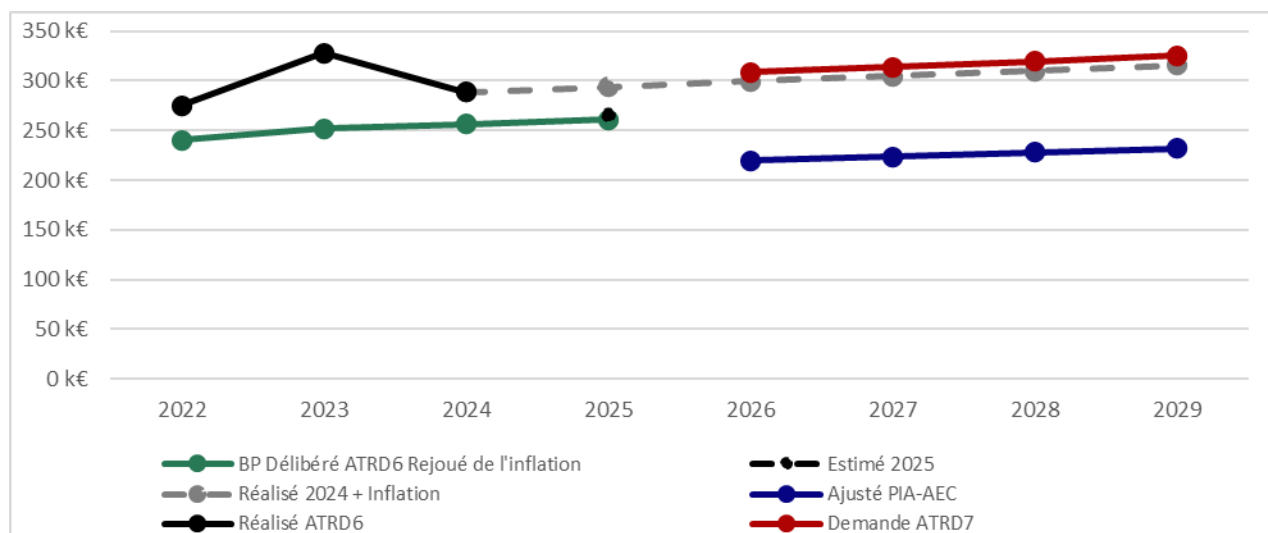


Figure 15. : Autres charges externes (hors impayés)

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur

Entre 2022 et 2024, le montant moyen réalisé pour ce poste est 297 k€ contre 250 k€ en délibéré ATRD6.

Sur la période tarifaire ATRD7, la matrice du dossier tarifaire fait état d'une demande de 317 k€ en moyenne, soit une augmentation régulière du montant moyen 2022-2024.

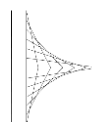
Pour la période 2026-2029, Gédia détaille la composition de ce poste comme suit :

- Honoraires techniques et règlementaires (incluant CAC et appui informatique) : [Confidentiel]
- Téléphonie : [Confidentiel]
- Déplacements terrain : [Confidentiel]
- Frais bancaires : [Confidentiel]
- Frais de documentation : [Confidentiel]

Appréciation du niveau de la trajectoire au stade du pré contradictoire :

[Confidentiel] .

La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :



k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	308,3 k€	313,9 k€	319,5 k€	325,3 k€	316,7 k€
Ajusté PIA-AEC	270,8 k€	275,7 k€	280,6 k€	285,7 k€	278,2 k€
Ecart (en valeur)	-37,5 k€	-38,2 k€	-38,9 k€	-39,6 k€	-38,5 k€
Ecart (en %age du poste)	-12,2%	-12,2%	-12,2%	-12,2%	-12,2%

Tableau 25 : Autres charges externes (hors impayés) – stade du pré contradictoire

Commentaire de Gédia à la suite du pré contradictoire :

[Confidentiel]

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

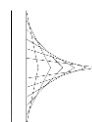
[Confidentiel]

Par manque de compréhension de ce poste et de précisions de la part de l'ELD, et pour ajuster la trajectoire sur des dépenses qui sont plus efficaces pour l'auditeur il est proposé d'ajuster à la baisse ce poste : [confidentiel]

La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	308,3 k€	313,9 k€	319,5 k€	325,3 k€	316,7 k€
Ajusté PIA-AEC	219,8 k€	223,8 k€	227,8 k€	231,9 k€	225,8 k€
Ecart (en valeur)	-88,5 k€	-90,1 k€	-91,7 k€	-93,3 k€	-90,9 k€
Ecart (en %age du poste)	-28,7%	-28,7%	-28,7%	-28,7%	-28,7%

Tableau 26 : Autres charges externes (hors impayés) demande et proposition finale



Assurances, Achats de matériel et travaux

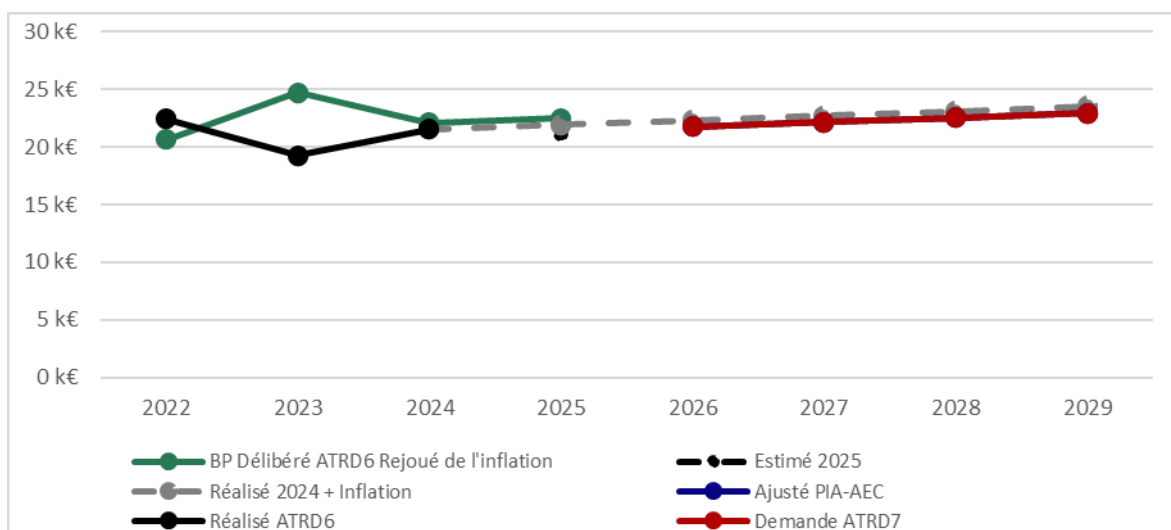


Figure 16. : Achats de matériel et travaux

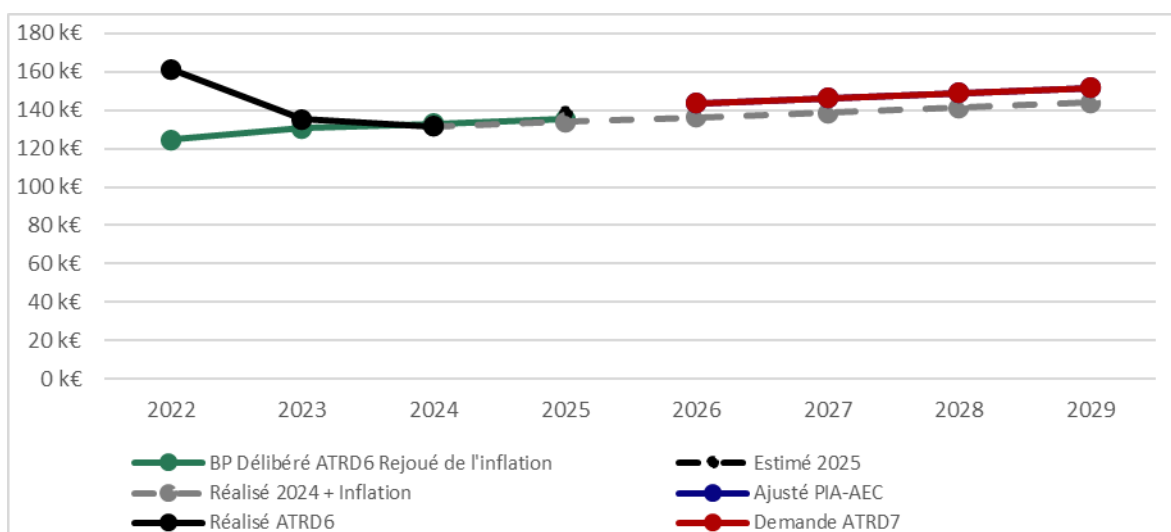
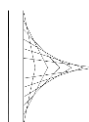


Figure 17. : Assurances

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur

Concernant les achats, le réalisé de Gédia est légèrement inférieur au délibéré sur la période ATRD6. Pour sa demande ATRD7, Gédia repart de la moyenne 2022-2024 indexée de l'inflation.

Concernant les frais d'assurances, Gédia communique le détail suivant (en € constant) associé à sa trajectoire :



Libellé	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Responsabilité civile	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]
Dommages biens/ multirisque	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]
Véhicules	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]
Couvertures engagements sociaux	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]
Autres	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]

[Confidentiel]

Appréciation du niveau de la trajectoire

En ce qui concerne les achats de matériel et de travaux, le montant est faible et la trajectoire demandée ne traduit pas une hausse significative tant en valeur absolue qu'en pourcentage.

En ce qui concerne les assurances, la hausse proposée est raisonnable pour l'auditeur, notamment au regard de la forte hausse répercutée par les assureurs sur les tarifs pratiqués dans un contexte de forte hausse des aléas, notamment d'ordre climatiques.

L'auditeur retient les trajectoires soumises par l'ELD pour la période ATRD7.

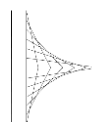
k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	21,8 k€	22,2 k€	22,6 k€	23,0 k€	22,4 k€
Ajusté PIA-AEC	21,8 k€	22,2 k€	22,6 k€	23,0 k€	22,4 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 27 : Achats de matériel et travaux demande et proposition

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	143,7 k€	146,3 k€	149,0 k€	151,6 k€	147,7 k€
Ajusté PIA-AEC	143,7 k€	146,3 k€	149,0 k€	151,6 k€	147,7 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 28 : Assurances demande et proposition

Commentaire de Gédia à la suite du pré contradictoire :



Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Aucune correction apportée à la suite du rapport pré contradictoire

Synthèse de la rubrique « consommations externes »

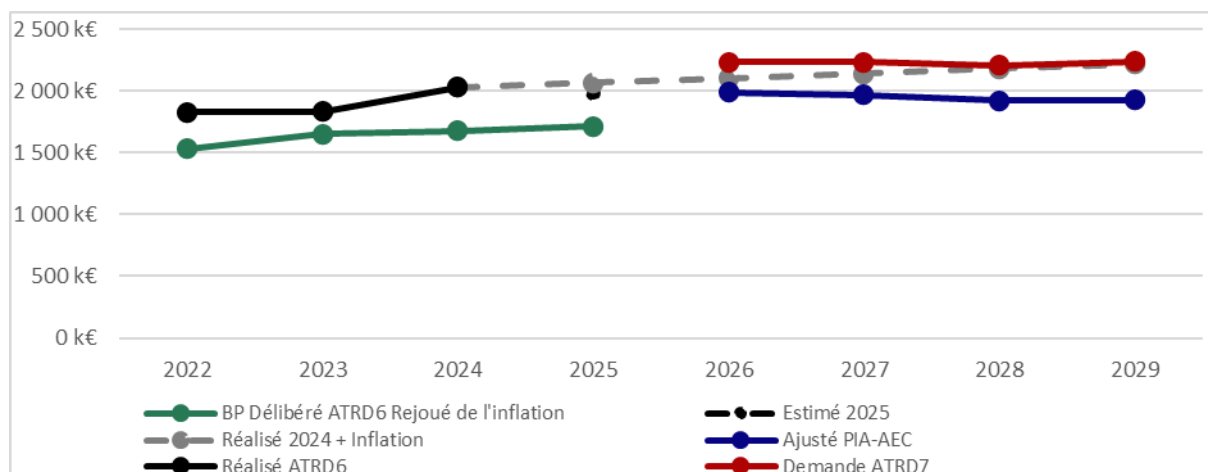
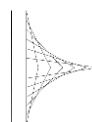


Figure 18. : Synthèse de la rubrique « consommations externes »

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	2 231,7 k€	2 233,8 k€	2 206,5 k€	2 235,5 k€	2 226,9 k€
Ajusté PIA-AEC	1 936,5 k€	1 917,1 k€	1 865,1 k€	1 874,3 k€	1 898,2 k€
Ecart (en valeur)	-295,2 k€	-316,6 k€	-341,4 k€	-361,2 k€	-328,6 k€
Ecart (en %age du poste)	-13,2%	-14,2%	-15,5%	-16,2%	-14,8%

Tableau 29 : Synthèse de la rubrique « consommations externes »



A.2. Evolution poste par poste de la rubrique des charges de personnel

La rubrique « charges de personnel » regroupe l'ensemble des charges directement liées à l'emploi de salariés affectés à l'activité gaz péréquée. Elle comprend trois sous-postes principaux : les rémunérations (salaires bruts versés), les charges sociales (cotisations patronales associées), et les autres charges de personnel, incluant notamment la participation, la contribution au CCAS, les dépenses de formation, ainsi que les avantages en nature tels que l'avantage énergie.

Rémunérations et avantages en nature

Le poste « rémunérations » correspond aux salaires bruts versés aux salariés, avant déduction des cotisations sociales pour la part salariale. Il reflète la part de la masse salariale imputable à l'activité de gestionnaire de réseau de distribution de gaz naturel sur le périmètre péréqué, c'est-à-dire la quote-part des rémunérations des agents mutualisés affectée à cette activité selon des clés internes de ventilation.

Les avantages en nature correspondent à un tarif préférentiel proposé aux employés de Gédia, afin d'augmenter l'attractivité salariale des postes.

Dans sa matrice tarifaire, Gédia ne propose pas une lecture du délibéré de la période tarifaire ATRD6 pour les avantages en nature. Il est donc impossible d'interpréter la trajectoire réalisée.

Ces postes représentent respectivement 24,7 % et 3 % des charges d'exploitation brutes (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

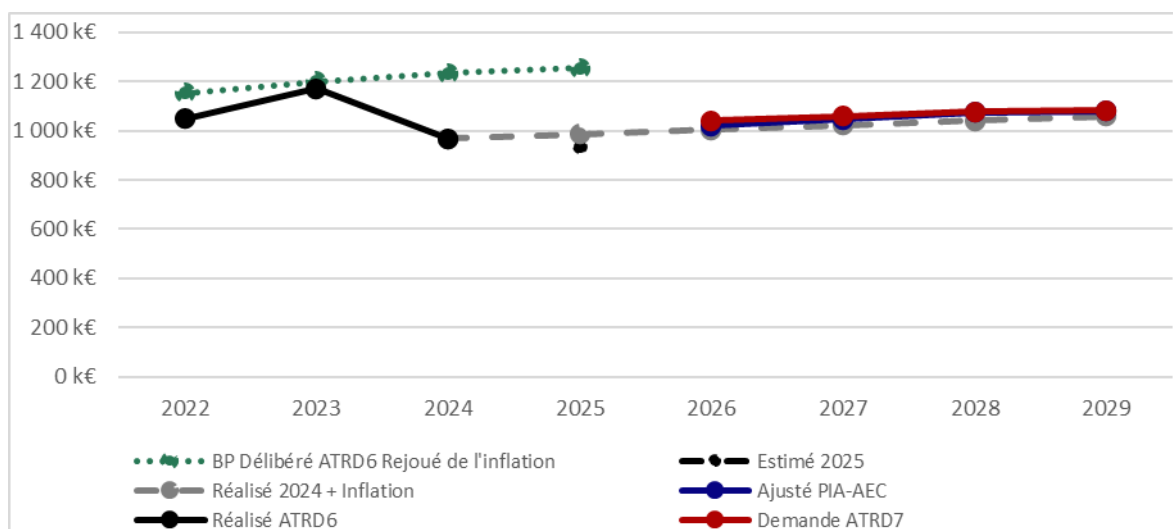
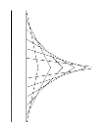


Figure 19. : Rémunérations. *Le Délibéré ATRD6 rejoué de l'inflation contient les avantages en nature, là où les autres éléments de la figure ne contiennent pas cet élément.*



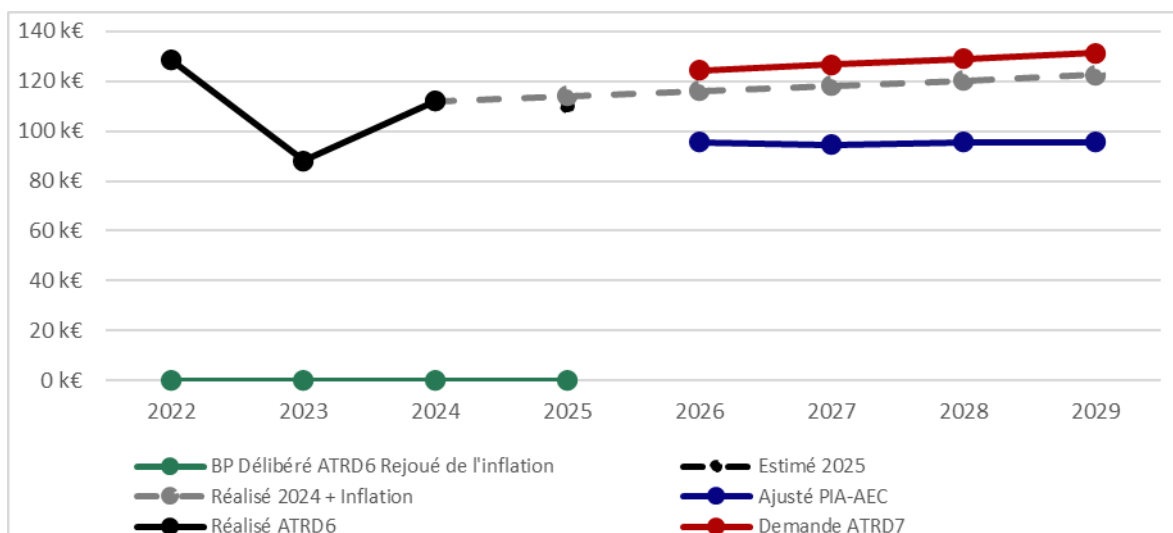


Figure 20. : Avantages en nature. *Le Délibéré ATRD6 rejoué de l'inflation ne propose pas une trajectoire prévisionnelle des avantages en nature.*

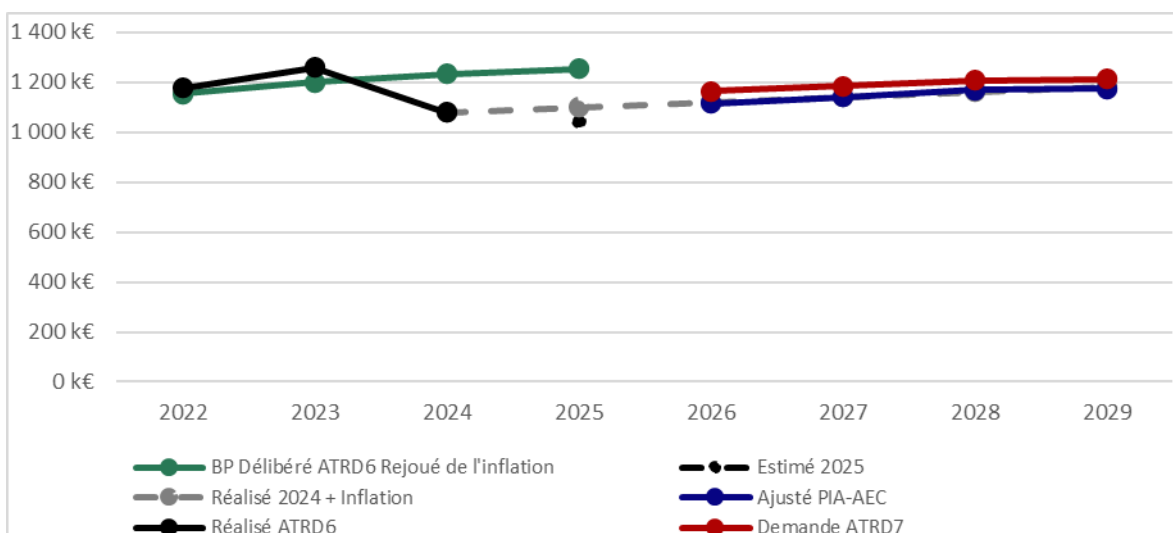


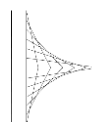
Figure 21. : Retraitement : rémunération et avantages en nature.

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2025, la trajectoire des rémunérations ne peut pas être comparée avec la trajectoire tarifaire ATRD6 puisque les montants de ces trajectoires intègrent les avantages en nature.[Confidentiel] . Les effectifs de l'ELD gazière sont à rapprocher de cette trajectoire et confirment sa cohérence : 25,7 en 2022, 26,4 en 2023, 23,0 en 2024.

[Confidentiel] Ainsi la trajectoire ATRD7 fait apparaître une nouvelle progression régulière et cohérente avec cette politique salariale, [Confidentiel]

Le principal argument technique de Gédia pour ces trajectoires est lié à sa politique RH qui cherche à répondre à des difficultés de recrutement importantes. L'ELD considère que les salaires proposés doivent aussi être revus à la hausse pour les entrants mais également pour les collaborateurs en place.



Appréciation du niveau de la trajectoire :

il est proposé de réviser la trajectoire des avantages en nature à la trajectoire imposée par la CRE et non à la trajectoire proposée par Gédia (méthode non justifiée) sur la période ATRD7 afin de tenir compte des évolutions du cours des énergies.

- [Confidentiel] Les charges liées aux avantages en nature sont recalculées à partir de la moyenne 2022-2024 à laquelle est appliquée la trajectoire projetée par la CRE traduisant un effet prix sur l'évolution du coût de l'énergie (gaz et électricité). L'évolution du tarif agent correspond à la moyenne pondérée 85%/15% de l'évolution annuelle des prix de l'électricité et du gaz, conformément à la répartition respective des deux énergies dans les charges d'ANE supportées par Enedis et GRDF

Evolution du prix de l'électricité et du gaz (%)	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Evolution élec	1	-12%	-2%	-1%	1%	0%
Evolution gaz	1	-5%	-3%	-2%	0%	0%
Evolution du tarif agent/avantage en nature énergie		-11%	-2%	-1%	1%	0%

Tableau 30 : Trajectoire Energie et ANE suggérée par la CRE

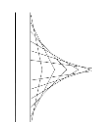
La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

Tableau 31 : Rémunérations demande et proposition [confidentiel]

Tableau 32 : Avantages en nature demande et proposition [confidentiel]

Tableau 33 : Rémunération et Avantages en nature demande et proposition [confidentiel]

Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.



Charges sociales

Les « charges sociales » sont les cotisations versées par Gédia aux organismes de protection sociale pour financer la sécurité sociale, les retraites, l'assurance chômage, la mutuelle, etc.

Ce poste représente 12,3 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

Figure 22. : Charges sociales [confidentiel]

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Les charges sociales sont directement liées à la masse salariale (poste « rémunérations » analysé supra), selon un taux moyen appliqué par Gédia.

Cependant le réalisé interroge puisque ce taux varie fortement d'une année sur l'autre :

[confidentiel] Sur la période tarifaire à venir, Gédia fait état d'une demande correspondant à un taux de charges sociale de 50% appliqué aux rémunérations.

Appréciation du niveau de la trajectoire :

Ce taux, en baisse par rapport aux taux constatés sur la période tarifaire ATRD6, est cohérent et se rapproche du taux moyen constaté dans le privé en France (plus proche de 45%).

Il est proposé de conserver la méthodologie de Gédia et de ré-appliquer la méthode de Gédia à la trajectoire de rémunération proposée supra.

La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

Tableau 34 : Charges sociales demande et proposition [confidentiel]

[Confidentiel]

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

[confidentiel]

Autres charges de personnel (participation, CCAS et autres CS)

Le poste des « autres charges de personnel (participation, CCAS et autres CS) » regroupe des éléments divers tels que la participation légale, la contribution CCAS, ainsi que des charges annexes.

Ce poste représente 1,9 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

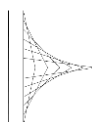


Figure 23. : Autres charges de personnel [confidentiel]

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Le poste regroupe des éléments divers tels que la participation légale ([Confidentiel]), la contribution CCAS ([Confidentiel]), les congés payés (32 k€/an en moyenne) et l'intéressement ([Confidentiel]). Il contient également les « autres charges sociales » : frais de médecine du travail, blanchisserie des vêtements du travail...

Figure 24. Détail des « autres charges de personnel » [confidentiel]

- Le montant retenu pour les congés payés est basé sur la moyenne 2022-2024 indexée de l'inflation
- L'intéressement est basé sur l'effectif du GRD et calé sur l'accord d'intéressement qui prévoit un intéressement assis sur l'EBE de Gédia. [Confidentiel]
- La participation est estimée sur la base de l'accord de participation qui prévoit un calcul assis sur le bénéfice de l'entreprise, ses capitaux propres, la masse salariale et la valeur ajoutée de l'entreprise. [Confidentiel]
- Le CCAS 1% est évalué sur la base d'un forfait de [Confidentiel] Pour le poste Autres charges, l'opérateur considère la moyenne 2022-2024 indexée de l'inflation

[Confidentiel]

Appréciation du niveau de la trajectoire :

- Concernant la trajectoire congés payés, nous validons la trajectoire de l'opérateur.
- Pour l'intéressement et la participation, nous validons également la méthode de Gédia qui est cohérente avec les accords dédiés et la moyenne de l'historique observé.
- [Confidentiel] Pour le CCAS1% nous recalculons une trajectoire basée sur un forfait de 1,4 k€₂₀₂₄ par agent

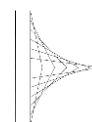
La proposition de l'opérateur est donc retenue sans ajustement :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	192,8 k€	196,2 k€	199,8 k€	202,2 k€	197,8 k€
Ajusté PIA-AEC	189,9 k€	192,6 k€	195,3 k€	195,9 k€	193,5 k€
Ecart (en valeur)	-2,8 k€	-3,6 k€	-4,5 k€	-6,3 k€	-4,3 k€
Ecart (en %age du poste)	-1,5%	-1,8%	-2,2%	-3,1%	-2,2%

Tableau 35 : Autres charges de personnel demande et proposition

Commentaire de Gédia à la suite du pré contradictoire :

Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.



Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Aucune correction apportée à la suite du rapport pré contradictoire

Synthèse de la rubrique « charges de personnel »

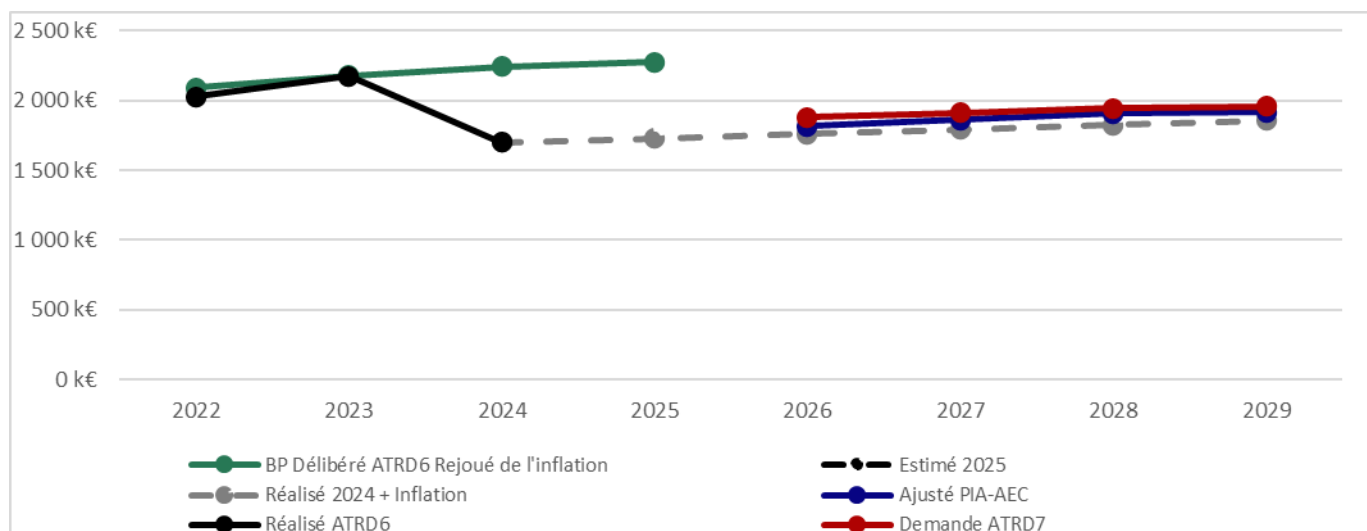


Figure 25. : Synthèse de la rubrique « charges de personnel »

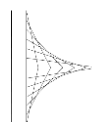
k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	1 877,3 k€	1 911,1 k€	1 945,5 k€	1 955,7 k€	1 922,4 k€
Ajusté PIA-AEC	1 848,6 k€	1 878,4 k€	1 910,7 k€	1 916,6 k€	1 888,6 k€
Ecart (en valeur)	-28,7 k€	-32,7 k€	-34,9 k€	-39,0 k€	-33,8 k€
Ecart (en %age du poste)	-1,5%	-1,7%	-1,8%	-2,0%	-1,8%

Tableau 36 : Synthèse de la rubrique « charges de personnel »

A.3. Evolution de la rubrique des impôts et taxes

La rubrique « Impôts et taxes » regroupe l'ensemble des prélèvements fiscaux supportés directement par Gédia sur le périmètre gaz péréqué. Elle comprend principalement la Contribution Économique Territoriale (CET) composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVA), les taxes assises sur les rémunérations (taxe sur les salaires, formation professionnelle, apprentissage), la taxe foncière, ainsi que divers impôts et contributions locales.

Ce poste représente 2,9 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).



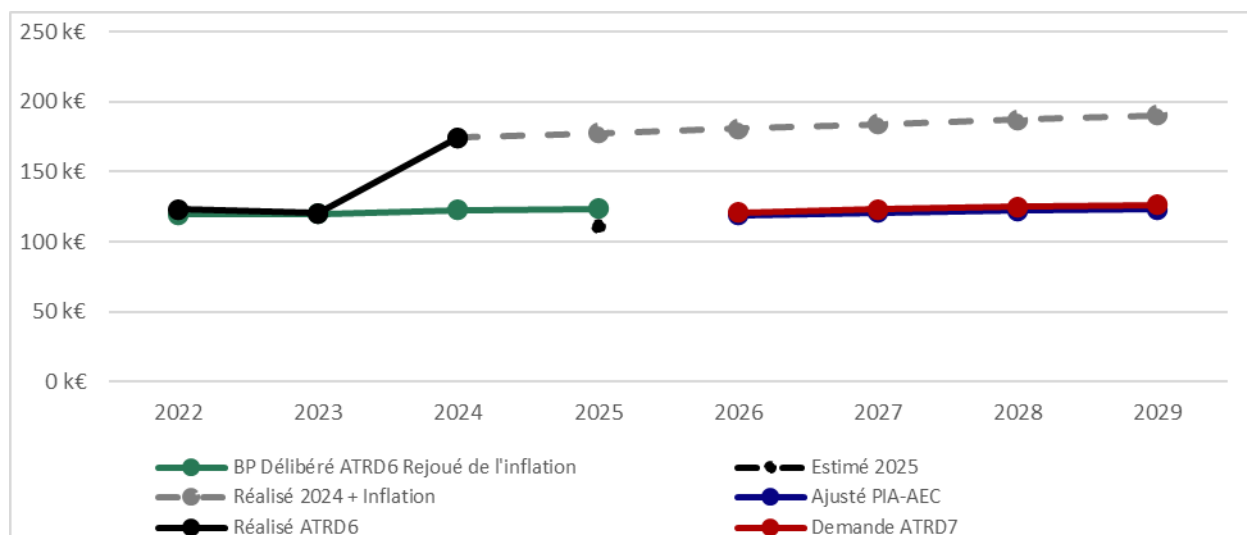


Figure 26. : Impôts et taxes

Ces postes présentent des bases d'imposition étroites et fortement corrélées à la masse salariale, au patrimoine ou à des règles fiscales locales, avec une faible marge de manœuvre pour l'opérateur. Par ailleurs, les montants restent modestes dans l'ensemble des charges d'exploitation, ce qui justifie de ne pas mener une analyse poste par poste, contrairement à d'autres rubriques plus structurantes comme vu *supra*.

L'analyse est donc menée ici de manière consolidée à l'échelle de la rubrique, en appréciant la trajectoire globale et sa cohérence avec les bases taxables et les dynamiques passées.

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période ATRD6, les montants réalisés ont fortement varié en pourcentage, mais représentent des variations faibles en valeur absolue et au global pour le poste Impôts et Taxes.

Si la trajectoire réalisée est en sur réalisation sensible pour l'exercice 2024 (174 k€ contre 123 k€, notamment du fait d'une forte hausse des impôts et taxes sur rémunérations), l'estimé 2025 se positionne en dessous de la trajectoire prévisionnelle de la période tarifaire ATRD6.

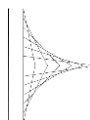
Pour cette forte variation des impôts et taxes sur rémunérations, Gédia explique dans ses réponses avoir fait une confusion pour les valeurs affichées entre les différents exercices, les montants à imputer étant les suivants :[Confidentiel] ; l'année 2022 marquant une année de forts investissements pour l'arrivée de nouveaux entrants et la formation à de nouveaux outils.

La trajectoire demandée pour l'ATRD7 est calculée de la façon suivante :

- Pour les impôts et taxes sur les rémunérations, un taux fixe de 3,5% pour les taxes assises sur les rémunérations et une enveloppe budget formation de 45 k€ par an inflatée ;
- Pour la CET (CFE et CVAE), le niveau moyen de CFE et CVAE constatée sur le réalisé inflaté ;
- Pour les autres impôts et taxes (C3S, taxe sur les cartes grises, TVSR), Gédia précise à l'occasion des questions/réponses de l'audit que la trajectoire retenue correspond à la moyenne 2022-2024 sans inflation ;

Appréciation du niveau de la trajectoire :

La trajectoire demandée par Gédia pour les rubriques des « impôts et taxes » est cohérente :



- Pour les impôts et taxes sur les rémunérations, il est proposé de retenir le calcul proposé par Gédia sur le niveau de rémunérations révisé dans le rapport ;
- Pour la CFE et la CVAE, il est proposé de conserver la méthode de Gédia, notamment puisque le taux de CVAE 2028 et 2029 est inconnu à date ;
- Pour les autres impôts et taxes, il est proposé de conserver la méthode et le montant calculé par Gédia.

La proposition de l'opérateur est donc retenue avec ces ajustements :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	120,7 k€	122,9 k€	125,1 k€	126,1 k€	123,7 k€
Ajusté PIA-AEC	119,7 k€	121,1 k€	122,4 k€	123,2 k€	121,6 k€
Ecart (en valeur)	-1,0 k€	-1,8 k€	-2,7 k€	-2,9 k€	-2,1 k€
Ecart (en %age du poste)	-0,8%	-1,5%	-2,2%	-2,3%	-1,7%

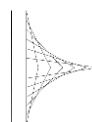
Tableau 37 : Impôts et taxes demande et proposition

Commentaire de Gédia à la suite du pré contradictoire :

Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Aucune correction apportée à la suite du rapport pré contradictoire



A.4. Evolution poste par poste de la rubrique des recettes extra-tarifaires

La rubrique « recettes extratarifaires » regroupe l'ensemble des produits perçus par Gédia en dehors du tarif d'utilisation des réseaux (ATRD), et qui viennent en déduction des charges nettes d'exploitation (CNE). Elle comprend deux grandes catégories : les recettes incitées, principalement issues du catalogue de prestations (mises en service, relevés spéciaux, etc.), et les recettes non incitées, comprenant notamment la location de compteurs et postes (assortie des prestations associées), les participations financières aux travaux de raccordement.

Facturation de prestations catalogue (incité)

Ce poste recouvre les recettes issues des prestations (principalement de location de compteurs et de postes) facturées par Gédia selon les conditions de son catalogue de prestation.

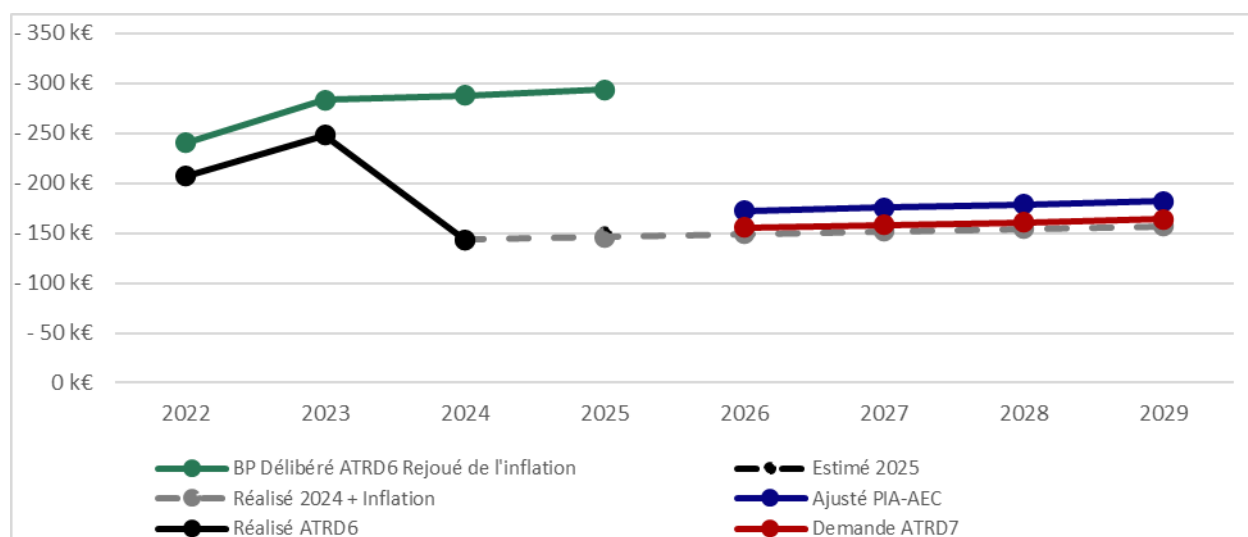
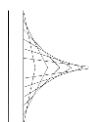


Figure 27. : Locations de compteurs et postes

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période ATRD6 (2022-2025), les recettes issues de la rubrique « Locations de compteurs et postes » sont restées irrégulières, avec en moyenne -199 k€/an.

Sur la période tarifaire ATRD7, le dossier de Gédia fait état d'une demande de -159 k€ en moyenne. [Confidentiel]



Appréciation du niveau de la trajectoire au stade du pré contradictoire :

S'il est regrettable que Gédia n'explique pas malgré les demandes de l'auditeur le lien entre l'année 2024 qualifiée de « référence » et la trajectoire faisant l'objet d'une demande, la demande fait état d'une valeur 2026 « de base » légèrement supérieure à l'année 2024 sur laquelle est appliquée l'inflation.

Gédia applique ainsi une logique très prudente, mais qui ne tient pas compte des performances observées sur le réalisé. L'auditeur propose de retenir la moyenne du réalisé 2022-2024 à laquelle est appliquée l'inflation

La proposition de l'opérateur est retenue avec l'ajustement suivant.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	-155,4 k€	-158,2 k€	-161,1 k€	-164,0 k€	-159,7 k€
Ajusté PIA-AEC	-203,0 k€	-206,7 k€	-210,4 k€	-214,2 k€	-208,6 k€
Ecart (en valeur)	-47,6 k€	-48,4 k€	-49,3 k€	-50,2 k€	-48,9 k€
Ecart (en %age du poste)	30,6%	30,6%	30,6%	30,6%	30,6%

Tableau 38 : Locations de compteurs et postes demande et proposition – stade du pré contradictoire

Commentaire de Gédia à la suite du pré contradictoire

[Confidentiel]

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Compte tenu des explication apportées par Gédia notamment sur la correction de l'année 2023, l'auditeur propose de retenir un ajustement basé sur :

- Le calcul de la moyenne 2022-2024 à partir du 2022 réalisé, du 2023 corrigé remis par Gédia, et du 2024 réalisé,
L'application de l'inflation

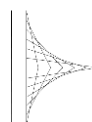
La proposition de l'opérateur est retenue avec l'ajustement suivant.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	-155,4 k€	-158,2 k€	-161,1 k€	-164,0 k€	-159,7 k€
Ajusté PIA-AEC	-178,3 k€	-181,5 k€	-184,8 k€	-188,1 k€	-183,2 k€
Ecart (en valeur)	-22,9 k€	-23,3 k€	-23,7 k€	-24,1 k€	-23,5 k€
Ecart (en %age du poste)	14,7%	14,7%	14,7%	14,7%	14,7%

Tableau 39 : Locations de compteurs et postes demande et proposition

Prestations pour tiers et transfert de charges (non incité)

Le poste « prestations pour tiers » est un poste non incité qui correspond principalement aux participations financières versées par des tiers (producteurs, collectivités, industriels) pour la réalisation de travaux de raccordement ou d'extension de réseau sur le périmètre gaz péréqué. En particulier, le principal objet de ce poste correspond à des réparations ou branchements suite



à des sinistres, ou à des participations pour extension de réseau. Gédia souligne la forte variabilité de ce poste.

Il s’agit ici de recettes extratarifaires non incitées, qui viennent en déduction des charges nettes d’exploitation (CNE).

Nous ajoutons à ce poste l’analyse des transferts de charge, pour un montant réalisé très faible et une demande nulle.

Contrairement aux subventions qui viennent en déduction des CAPEX, les participations perçues au titre des prestations pour tiers sont comptabilisées en OPEX. Leur montant est directement corrélé au volume d’investissements réalisés pour raccorder de nouveaux clients, en particulier d’éventuels producteurs de biométhane, qui constituent désormais la majorité de ces opérations chez les ELD. Ces recettes sont projetées à hauteur des contributions aux coûts d’investissement supportés par Gédia pour l’extension de son réseau gaz.

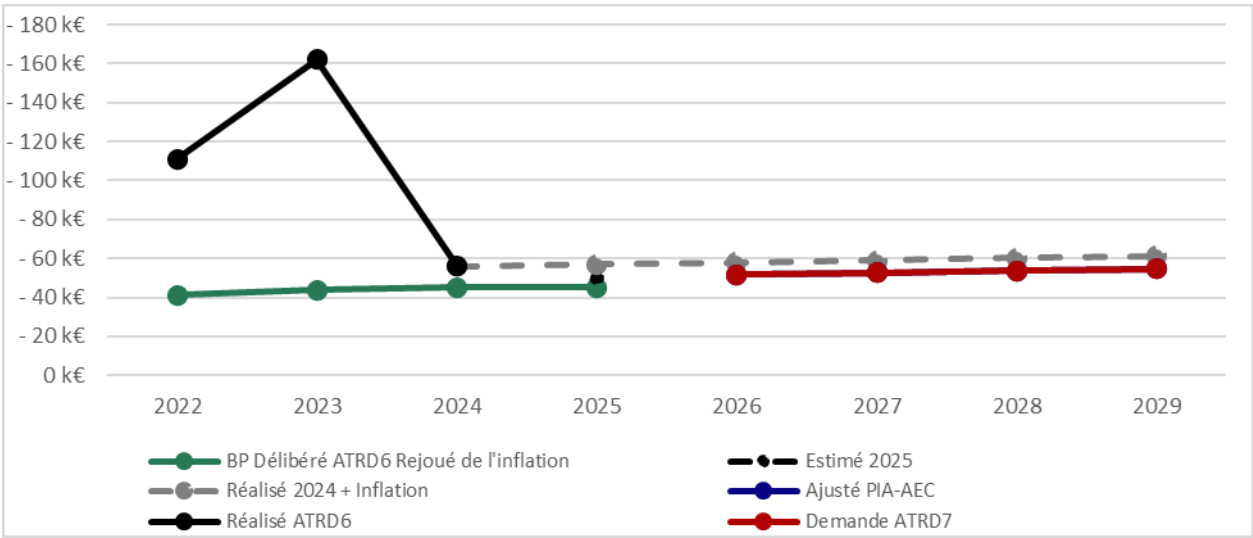


Figure 28. : Prestations pour tiers

Trajectoire réalisée et demandée par l’opérateur :

Durant la période ATRD6, les recettes issues des prestations pour tiers ont été très variables avec des extrêmes de -162 k€ en 2023 et -56 k€ en 2024. -314 k€ en 2022. Ces fluctuations reflètent directement les aléas des projets de raccordement.

Pour la période ATRD7, la trajectoire est conservatrice, avec en moyenne -53 k€ par an.

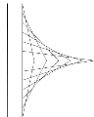
Appréciation du niveau de la trajectoire :

La trajectoire proposée pour l’ATRD7 traduit un faible dynamisme des raccordements et la logique prudente de l’ELD à considérer de nouvelles extensions de réseau.

[Confidentiel] La proposition de Gédia reste cohérente avec la forte incertitude liée à ce poste et à la dynamique récente constatée.

La proposition de l’opérateur est donc retenue sans ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	-51,8 k€	-52,7 k€	-53,7 k€	-54,7 k€	-53,2 k€
Ajusté PIA-AEC	-51,8 k€	-52,7 k€	-53,7 k€	-54,7 k€	-53,2 k€



Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 40 : Prestations pour tiers

Commentaire de Gédia à la suite du pré contradictoire :

Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Aucune correction apportée à la suite du rapport pré contradictoire

Synthèse de la rubrique « recettes extra tarifaires »

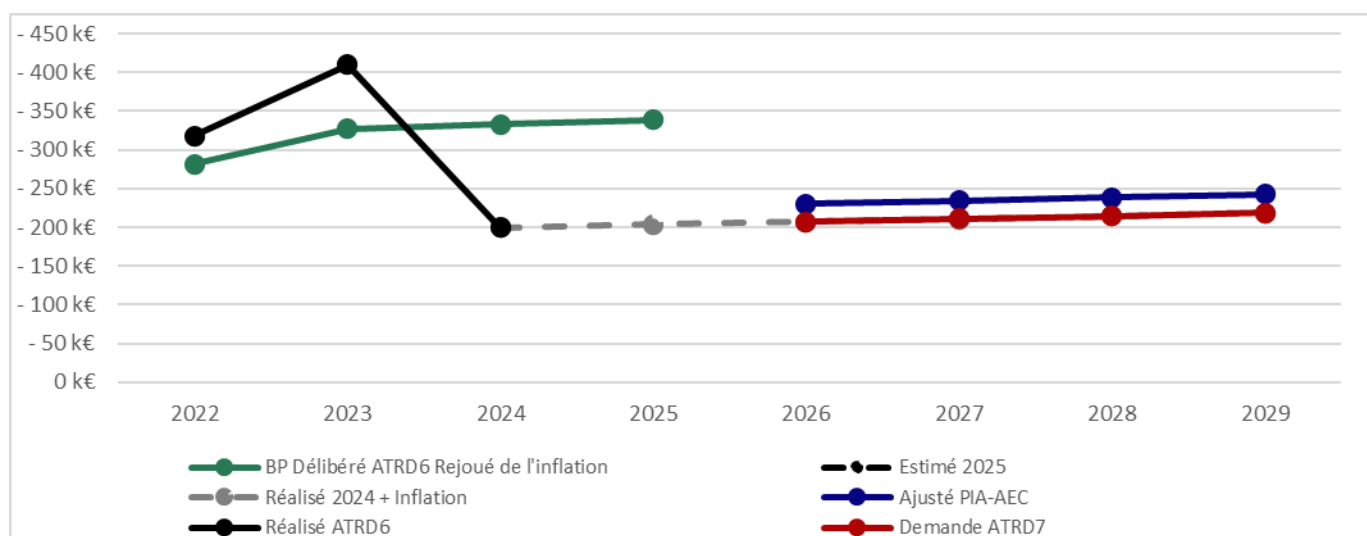
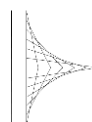


Figure 29. : Synthèse de la rubrique « recettes extra tarifaires »

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	-207,3 k€	-211,0 k€	-214,8 k€	-218,7 k€	-212,9 k€
Ajusté PIA-AEC	-230,1 k€	-234,3 k€	-238,5 k€	-242,8 k€	-236,4 k€
Ecart (en valeur)	-22,9 k€	-23,3 k€	-23,7 k€	-24,1 k€	-23,5 k€
Ecart (en %age du poste)	11,0%	11,0%	11,0%	11,0%	11,0%

Tableau 41 : Synthèse de la rubrique « recettes extra tarifaires »



A.5. Evolution de la production stockée et immobilisée (PSI)

Le poste « production stockée et immobilisée » correspond à la valorisation interne d'une partie des charges supportées dans le cadre des investissements. Il s'agit d'une écriture de neutralisation comptable, qui vient en déduction des charges nettes d'exploitation, et qui traduit le fait qu'une part des consommations (personnel, services extérieurs, matériel, etc.) est directement affectée à la réalisation d'immobilisations.

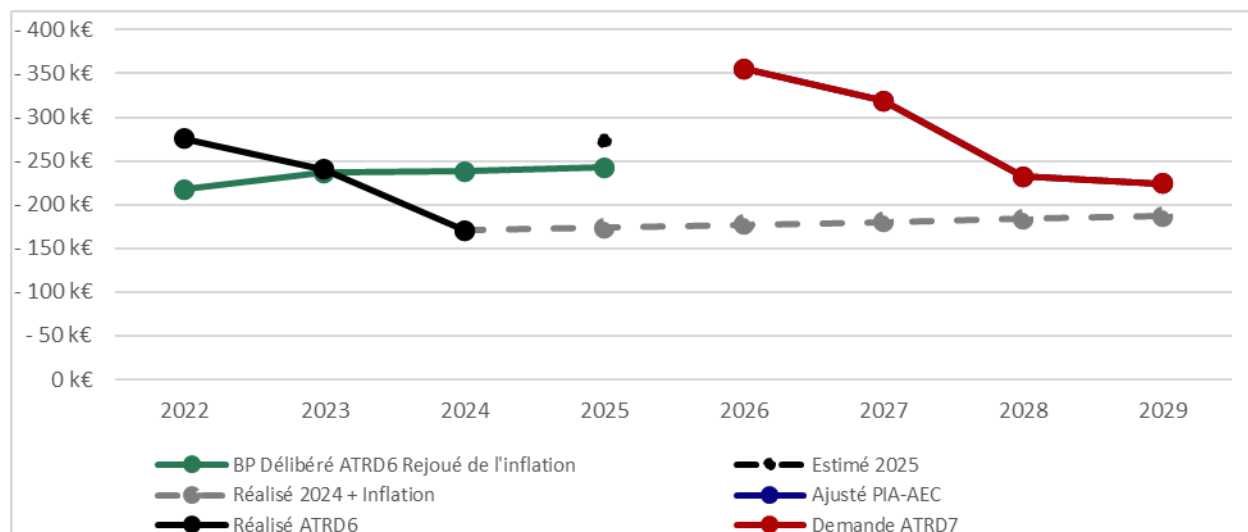


Figure 30. : Production stockée et immobilisée

Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

La trajectoire réalisée sur la période ATRD6 présente une grande hétérogénéité, avec un montant en moyenne de 229 k€ pour ce poste.

Sur la période ATRD7, Gédia indique que la production immobilisée est calculée à partir de sa trajectoire d'investissements, sur laquelle est appliquée une répartition type de 20% pour les pièces et MO, et 80% pour les prestations externes. Les prestations externes sont directement immobilisées et ne sont pas considérées en OPEX. La Production Stockée et Immobilisée est donc déduite de la trajectoire des investissements (masses G1 et G1b) projetées par Gédia à laquelle est appliquée ce coefficient de 20%.

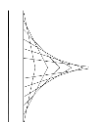
Appréciation du niveau de la trajectoire :

Cette approche en ratio et le niveau de 20% fixé est cohérent avec ce qui peut être observé sur le réalisé et les valeurs PSI/Investissements(G1+G1b) de 2022 à 2024.

La proposition de l'opérateur est donc retenue sans ajustement :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	-355,2 k€	-318,4 k€	-232,5 k€	-224,0 k€	-282,5 k€
Ajusté PIA-AEC	-355,2 k€	-318,4 k€	-232,5 k€	-224,0 k€	-282,5 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 42 : Production stockée et immobilisée demande et proposition



Commentaire de Gédia à la suite du pré contradictoire :

Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Aucune correction apportée à la suite du rapport pré contradictoire

A.6. Evolution des coûts échoués

Les coûts échoués sont les investissements que l'ELD ne peut amortir en totalité du fait de renouvellement ou de déplacement d'ouvrages avant leur date de fin d'amortissement. Si certains événements imprévisibles peuvent engendrer des coûts échoués, certains renouvellement anticipés ou évaluations statistiques peuvent être considérées par l'opérateur afin de définir sa trajectoire de couts échoués prévisionnels.

Gédia fait cependant la demande d'une couverture au CRCP pour ce poste, arguant il est complexe de prévoir le montant à engager et les coûts effectivement non amortis pour des programmes urbains (principaux facteurs entrainant des coûts échoués) qui n'auraient pas été définis lors de l'investissement.

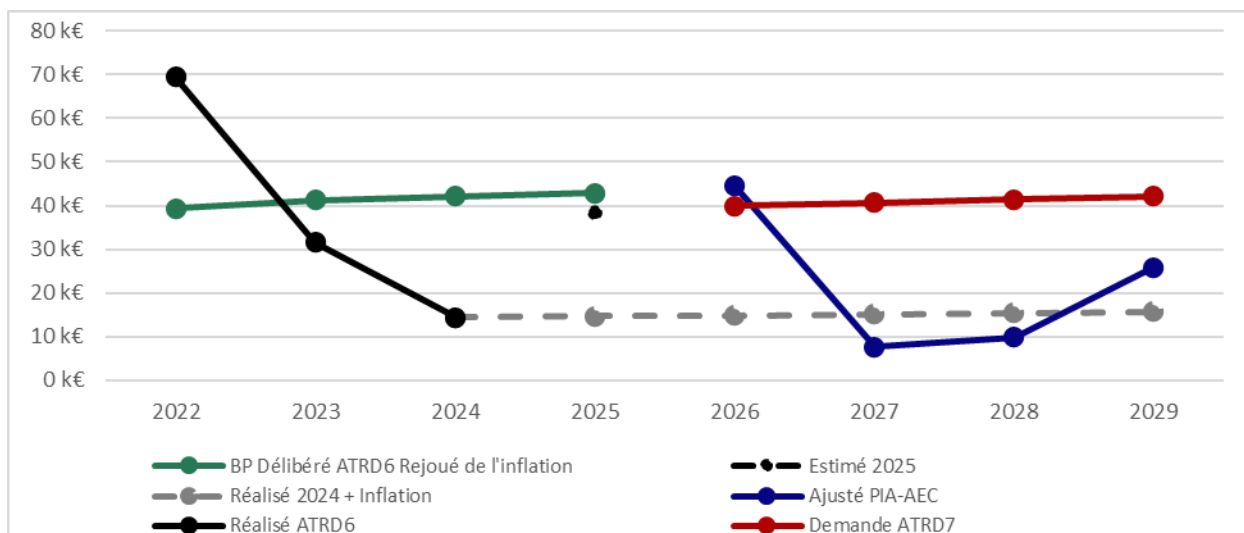
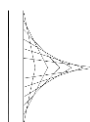


Figure 31. : Coûts échoués



Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur

Malgré l'imprévisibilité inhérente à ce poste, et si on observe de fortes variations d'une année sur l'autre, la moyenne du réalisé (38 k€) est en ligne avec la moyenne du budget prévisionnel rejoué de l'inflation (41 k€) pour les exercices 2022 à 2024. [confidentiel]

En ce qui concerne la trajectoire à venir sur la période tarifaire ATRD7, Gédia fait état d'une demande de 41 k€ par an en moyenne.

Appréciation du niveau de la trajectoire

L'Auditeur n'a pas connaissance des différents programmes engagés ou à engager par l'Autorité Concédante sur la période tarifaire ATRD7, et de la VNC des ouvrages qui seraient concernés par une dépose.

A ce titre, il est difficile de proposer une trajectoire corrigée à partir d'hypothèses techniques.

Toutefois, la trajectoire proposée par Gédia dans sa matrice appelle à deux commentaires :

- Elle ne correspond pas à la trajectoire mentionnée par Gédia dans ses questions/réponses, qui elle semble construite sur la base de connaissance du réseau et des programmes urbains,
- Elle prolonge la moyenne observée sur 2022-2024. Cette méthode peut être critiquée puisque les programmes urbains passés ne font pas nécessairement les programmes urbains futurs,

A ce titre, il est proposé de corriger la trajectoire de Gédia dans la matrice tarifaire à partir des montants proposés par l'ELD dans ses réponses aux questions de l'Auditeur, à savoir :

« Pour la période ATRD7, le programme de renouvellement planifié amène aux résultats suivants (hors Inflation) :

- 2026 : 43.700 €
- 2027 : 7.350 €
- 2028 : 9.300 €
- 2029 : 24.100 € »

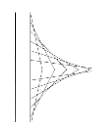
Ces montants sont cohérents et inférieurs à la moyenne du réalisé sur la période 2022-2024.

La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Gédia	39,9 k€	40,6 k€	41,3 k€	42,1 k€	41,0 k€
Ajusté PIA-AEC	44,5 k€	7,6 k€	9,8 k€	25,9 k€	21,9 k€
Ecart (en valeur)	4,6 k€	-33,0 k€	-31,5 k€	-16,2 k€	-19,0 k€
Ecart (en %age du poste)	11,5%	-81,2%	-76,3%	-38,5%	-46,5%

Tableau 43 : Coûts échoués demande et proposition

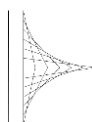
Commentaire de Gédia à la suite du pré contradictoire :



Gédia n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire. En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau supra) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

Trajectoire corrigée de l'auditeur :

Aucune correction apportée à la suite du rapport pré contradictoire



www.parisinfrastructureadvisory.com
contact@parisinfrastructureadvisory.com
+33.6.50.16.87.23
15, Rue Lacépède, 75005, Paris - France

